

Enseignement supérieur et recherche

Les pratiques des villes et communautés

Etude partenariale



- Assemblée des Communautés de France – AdCF
- Association des Communautés Urbaines de France – ACUF
- Association des Maires des Grandes Villes de France – AMG VF
- Association des Villes Universitaires de France – AVUF
- Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme – FNAU
- Avec le concours de la Conférence des Présidents d'Université

Universités et territoires : une relation nouvelle et pourtant déjà ancienne

La première édition du classement de Shanghai, en 2003, a révélé une certaine faiblesse des universités françaises. Contestable et contesté, ce classement a pourtant remis en cause avec acuité la manière dont étaient gérées les universités et le système français d'enseignement supérieur et de recherche dans son ensemble. La réaction ne s'est pas faite attendre, et les gouvernements successifs ont cherché à corriger au pas de charge les faiblesses identifiées dans la perspective de labelliser et de rendre visibles et attractifs des laboratoires de recherche de certaines universités vis-à-vis de la concurrence internationale. Entre 2006 et 2012, cela s'est traduit par une logique de regroupement d'universités jugées jusqu'alors trop petites et disparates (PRES, 2006), par la délégation des responsabilités financières et de gestion des ressources humaines et patrimoniales afin de donner une certaine autonomie aux équipes dirigeantes (LRU, 2007), par la rénovation des campus (plan Campus, 2008) notamment de grandes métropoles universitaires puis, par la promotion, via des appels à projet, de pôles dits d'excellence (investissements d'avenir 2010-2011).

Ces bouleversements dépassent le périmètre des universités dans la mesure où des contributions financières d'acteurs extérieurs ont été sollicitées. Ainsi le couple communes-communautés s'est vu confier de nouvelles missions au delà du rôle traditionnel d'animation de la vie étudiante. En effet, la loi LRU (liberté et responsabilité des universités) a entraîné une participation accrue des collectivités locales d'autant plus significative que l'enseignement supérieur et la recherche constituent d'importants vecteurs de rayonnement, d'attractivité et de qualification des territoires. Les universités aspirent à s'ouvrir à leur territoire et les collectivités locales à mieux comprendre les inclinations des publics qui les composent afin de répondre à leurs besoins. De nombreuses actions existent déjà, diffuses dans les budgets des collectivités autant que dans l'appréhension que décideurs et utilisateurs pouvaient en avoir. De la piste cyclable et des navettes de nuit desservant le campus pour les étudiants aux subventions aux associations étudiantes, de la construction de labos de recherche à la mise en place de structure de rapprochement des centres de recherche et des entreprises innovantes, et des bourses de mobilité internationale aux cartes d'accès à tarif réduit dans les musées et les cinémas, nombreuses étaient les occasions pour les collectivités de se soucier d'améliorer les conditions d'étude et de faciliter le développement économique sur leur territoire. Certaines communautés se lancent même dans la réalisation de documents stratégiques aux allures programmatiques que l'Etat et les Conseils régionaux peinent encore à reconnaître.

Dans l'optique de dégager les grandes tendances et les engagements financiers réels de la relation entre les villes, les communautés et les universités présentes sur leurs territoires, cette étude tente d'identifier la nature des liens tendus entre deux mondes qui regardent aujourd'hui résolument dans la même direction.

Une vision matricielle s'impose, qui croise des thématiques d'intervention (vie étudiante, carte des formations, aménagement du territoire, financement d'équipements et développement économique), des types de territoires universitaires (métropoles universitaires, villes universitaires moyennes, sites multi-filières, sites technologiques, etc.) et une méthodologie harmonisée d'étude (moyens humains et financiers, ingénierie et compétences, gouvernance et interactions).

Présentation de la méthodologie globale de l'étude

Afin de mieux cerner l'action des communautés, dans leur diversité (réalité métropolitaine, ville de tradition universitaire, ville moyenne), il sera étudié :

- Les moyens financiers alloués et les cadres de financement de l'action des collectivités locales (CPER, fonds propres, etc.).
- Les moyens humains mis à disposition (délégation politique, services administratifs).
- L'ingénierie développée par :
 - la structuration de l'intervention des villes et communautés dans l'ensemble de leurs compétences (logement, déplacements, développement économique, etc.),
 - l'approche spécifique des grands appels à projet (Plan Campus, Programme investissements d'avenir).
- La gouvernance : relations aux universités en recomposition, aux PRES, relations entre les communes (villes centres et communes périphériques accueillant les campus) et leur communauté, relations aux régions, à l'Etat, à l'Europe.

Les thématiques étudiées

Pour les besoins de l'étude, il est proposé d'établir une typologie des thématiques relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche tel que :

- La vie étudiante : accueil des étudiants, information et orientation, vie culturelle et sportive, santé social et restauration, citoyenneté, vie associative, communication et numérique, etc.
- L'offre de formations universitaires et des formations post-bac (IUT, DUT, BTS, écoles d'ingénieur) et la carte qui en résulte contribuant ainsi à la compétitivité nationale et à une finalité sociale de démocratisation de l'accès aux formations post-bac.
- Aménagement du territoire, vision métropolitaine, composition et insertion urbaine des campus (selon leur « modèle »), logement étudiant (dont analyse des plan campus) et mobilité.
- Financement d'équipements (investissement) et intervention dans le fonctionnement des sites, financements des grands instruments scientifiques. Parallèle avec le Programme d'investissements d'avenir.
- Développement économique, innovation et adéquation emploi/formation (GTEC), déploiement d'activités et outils d'accompagnement (pépinières, incubateur, etc.), territoire démonstrateur, etc.

Une typologie des territoires universitaires

La diversité des territoires universitaires doit être prise en compte dans cette étude partant du postulat que les stratégies d'ancrage territorial de l'université et de la recherche diffèrent en fonction des spécificités de taille démographique, des effectifs étudiants et de l'offre de formations.

Une typologie inspirée de celle établie sur les sites universitaires par Daniel Filâtre a été retenue :

- Métropoles universitaires – 11 sites (Paris, Lyon, Lille, Toulouse, Rennes, Grenoble,

Montpellier, etc.) rassemblant 49% des étudiants.

- Villes universitaires moyennes – 39 sites rassemblant 37% des étudiants.
- Les sites antennes multi-filières – 66 sites rassemblant 8.3% des étudiants.
- Les sites antennes technologiques – 22 sites rassemblant 0.93% des étudiants.
- Les petits sites – 16 sites rassemblant 0.5% des étudiants.

Angles problématiques de l'étude et chronogramme

Un séquençage thématique et un phasage avec recours à un panel de territoires universitaires ont été réalisés afin d'éviter un trop grand nombre de sollicitations auprès des collectivités.

Typologie des territoires universitaires	Domaines d'intervention des villes et communautés				
	Vie étudiante	Offre de formations	Aménagement urbain et logement	Financement des équipements et des sites universitaires	Développement économique et emploi
Métropoles universitaires	Paris, Communauté urbaine de Lille et Ville de Lille, Villeneuve d'Ascq, Roubaix et Tourcoing, Toulouse, Rennes Métropole et Ville de Rennes				
Villes universitaires moyennes	Reims, Troyes, Le Havre, Amiens Métropole				
Sites émergents multi-filières	Brive la Gaillarde				
Sites émergents technologiques	Laon				
Petites sites					
Pilotage	AVUF en lien avec la communauté urbaine de Lille	En attente positionnement FVM	FNAU	AdCF / AMG VF	AdCF / AMG VF
Phase	Avril -> sept 2012	A déterminer	2 nd semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2013

Pour chacune des phases, une grille d'analyse propre aux domaines d'intervention sera élaborée en fonction :

- Des moyens financiers et humains mis en œuvre par les villes et communautés.
- De l'ingénierie développée.
- De la gouvernance.

Volet 1

Politiques de vie étudiante des communes et des intercommunalités

**Etude pilotée par Lille Métropole et l'Association des Villes
Universitaires de France**

01/09/2012



Etude réalisée par Valériane PICAUD

Images du Site de l'Université de Paris Ouest et de l'Université d'Artois (images trouvées quand on tape « vie étudiante » dans Google Images).

Sommaire

Universités et territoires : une relation nouvelle et pourtant déjà ancienne.....	2
Introduction.....	7
Méthodologie	9
Fiches de présentation des collectivités du panel	11
1) La prise en compte de la vie étudiante dans les différentes collectivités.	22
2) Les moyens alloués aux politiques de vie étudiante	30
Présentation de dispositifs par thématiques.....	37
1) Accueil des étudiants.....	37
2) Information.....	41
3) Engagement des villes et des agglomérations dans les problématiques économiques et sociales des étudiants.....	43
4) Citoyenneté et accompagnement des projets étudiants	49
Conclusion	57
Bibliographie.....	59

Introduction

L'enquête « Vie étudiante » qui va être présentée fait partie d'une investigation plus large traitant de l'implication des villes et des communautés dans le champ de l'enseignement supérieur et la recherche, de façon très large (insertion professionnelle, développement économique, aménagement des campus, logement étudiant...)

Indéniablement, même lorsque les villes et les agglomérations ne s'impliquent pas directement dans le champ de la vie étudiante, elles ont une responsabilité concernant la qualité de vie des étudiants. Parce qu'elles ont des compétences en matière de transports, d'habitat ou encore d'offre culturelle et sportive. Aujourd'hui, bon nombre de communes et d'intercommunalités ont compris l'intérêt qu'elles avaient à améliorer le cadre de vie des étudiants et cette enquête recense de façon non-exhaustive les politiques qu'elles mènent dans le champ de la vie étudiante.

Le concept de « Vie étudiante » ne dispose pas de contours clairement définis et sa définition peut diverger d'une institution à l'autre. Il s'agit d'« un périmètre à géométrie variable »¹.

De plus, les « étudiants » ne constituent pas un groupe d'individus homogènes. Selon l'INSEE, un étudiant est une personne de 16 à 29 ans, inscrite dans un établissement d'enseignement et dont le niveau de diplôme est supérieur ou égal au baccalauréat. Mais derrière cette définition se cachent de nombreux profils d'étudiants différents. En effet, la massification de l'enseignement supérieur et la variété de filières proposées et des lieux d'études, ont contribué à diversifier les profils des étudiants. Dans l'enquête sur les conditions de vie des étudiants en 2010-2011², il a été constaté que nous avons de plus en plus affaire à des sous-populations étudiantes qui s'organisent autour de quatre grands critères : origine sociale, sexe, classe d'âge et type d'études. Pour ne prendre que l'exemple de l'âge, nous voyons dans l'enquête qu'il existe un effet de seuil à 20 ans. En effet, après 20 ans, les étudiants habitent plus souvent en couple, et ont plus souvent une activité rémunérée parallèle à leurs études. Cette hétérogénéité ajoute une difficulté supplémentaire pour délimiter le concept de « vie étudiante ».

Dans la présente étude, la « vie étudiante » est entendue de façon large : il s'agit de tout ce qui concerne les étudiants en dehors des cours et des examens. Plusieurs thèmes sont concernés :

- L'accueil et l'information des étudiants, et en particulier des primo-arrivants et des étudiants internationaux
- Les conditions de vie des étudiants (transports, restauration, santé...)
- L'animation des étudiants (engagement associatif, vie culturelle, sportive et festive...)

¹ FORZY Loïcka, JANNOT Jessica et MICOUT Véronique, 2009, *Rapport d'Etudes : La vie étudiante, enjeux, pratiques et recommandations*, Conférence des présidents d'université et Caisse des Dépôts, p.2

² BELGHITH Feres, VERLEY Elise, VOUREC Ronan, ZILLONIZ Sandra, *La vie étudiante – Repères*, Observatoire de la vie étudiante, Paris, Repères, janvier 2011, 24 pages, d'après un compte rendu oral de Monique RONZEAU lors du séminaire « Politiques de site et vie étudiante » du 10 juillet 2010 à l'ESEN.

La construction de logements sera abordée de manière plus spécifique dans la partie « campus et aménagement urbain ». Cependant, nous verrons également la question du logement par le biais des aides spécifiques attribués aux étudiants et des projets transversaux. L'insertion professionnelle sera appréhendée dans la partie « développement économique, innovation et adéquation emploi/formation » de l'enquête.

Méthodologie

Il a été décidé de ne pas interroger toutes les villes adhérentes de l'AVUF, qui sont au nombre de 70, pour ne pas enquêter plusieurs fois la même collectivité. Aussi nous nous sommes basés sur un panel représentatif, décidé en lien étroit avec l'AVUF sur proposition du groupe projet, à partir de la classification issue d'une étude de Daniel Filâtre et Aurélie Tricoire. Cette étude part de plusieurs constats : 177 villes en métropole abritent au moins une formation universitaire et 95 villes abritent seulement 3% des étudiants. Paris et sa petite couronne concentrent un peu plus d'un étudiant sur 5 et 11 villes de Province abritent 30% des étudiants universitaires.

Cette diversité des tailles de sites a amené les chercheurs à opérer une typologie des sites universitaires, sur la base de trois critères :

- Les effectifs étudiants
- La présence ou non du siège d'une université de plein exercice
- La structuration par filières universitaires pour les autres sites non siège d'université entre IUT, écoles d'ingénieurs et UFR.

Ce constat a donné lieu à une classification en cinq types de sites, le type 1 étant le territoire le plus important.³

Constitution du panel et phasage de l'enquête

Nous avons décidé, lors de l'élaboration du panel de ne pas tenir compte des sites universitaires de type 5. En effet, il s'agit massivement de petites villes, avec des moyens très réduits et un nombre insuffisants d'étudiants pour une prise en compte réelle. Dix territoires ont été choisis:

- Paris, pour sa spécificité
- Trois métropoles universitaires (type 1) : Lille, Toulouse, Rennes
- Quatre villes universitaires moyennes (type 2): Reims, Amiens, Le Havre et Troyes
- Un site émergent (type 3): Brive la Gaillarde
- Un petit site orienté sur l'IUT (type 4): Laon

Comme l'enquête a été pilotée par Lille métropole, il a été décidé d'interroger les cinq collectivités locales de proximité ayant une implication dans la vie étudiante métropolitaine : la communauté urbaine de Lille et les quatre villes étudiantes (Lille, Villeneuve d'Ascq, Roubaix et Tourcoing).

Rennes a répondu au questionnaire à la fois au nom de sa Ville et de sa communauté d'agglomération. Enfin, Amiens et sa communauté d'agglomération Amiens Métropole sont dans une situation de quasi-fusion des services. En tout, ce sont donc 15 collectivités qui auront été

³ FILATRE Daniel et TRICOIRE Aurélie, 2004, *Analyse de la structuration territoriale des établissements d'Enseignement Supérieur en France Métropolitaine*, DATAR, Paris, juin.

auditionnées, dont 3 intercommunalités (une communauté urbaine et deux communautés d'agglomération) et 12 communes.

L'enquête s'est déroulée en deux étapes :

- Etape 1 : Test du questionnaire par téléphone ou en direct auprès de 4 villes de la Commission « Vie Etudiante » : Toulouse, Paris, Brive et Reims
- Etape 2 : Questionnaire auprès des services administratifs, complété par des entretiens qualitatifs avec les élus de l'ensemble des collectivités du panel

Méthodes et objectifs visés par les questionnaires et les entretiens qualitatifs

L'approche qualitative et l'approche quantitative se complètent bien, et permettent d'obtenir une vision complète des politiques menées par la collectivité.

Objectifs visés par les questionnaires

Le but du questionnaire est de faire un état des lieux de chaque collectivité et de son territoire, afin de pouvoir opérer des comparaisons entre les différentes collectivités du territoire. Par l'intermédiaire du questionnaire, nous cherchons à :

- Connaître les principales caractéristiques de l'enseignement supérieur et de la vie étudiante dans un territoire donné (nombre d'étudiants, nombre et type d'établissements...)
- Mesurer l'implication de la ville ou de l'agglomération dans le champ de la vie étudiante (champs d'actions, budgets et ressources humaines allouées...)
- Avoir des fiches synthétiques sur les projets mis en place

Objectifs visés par les entretiens qualitatifs

Le but de l'entretien qualitatif est de comprendre comment une politique publique est mise en place. A travers les entretiens auprès des élus, plusieurs thématiques sont abordées afin de comprendre :

- La stratégie à court, moyen et long terme de la politique de vie étudiante
- Les priorités posées par la politique
- La continuité et les ruptures dans les projets portés d'un mandat à l'autre
- Les relations et la répartition des compétences avec les différents partenaires (autres collectivités, CROUS, Universités...)

Fiches de présentation des collectivités du panel

- Le cas spécifique de Paris
- Focus sur la métropole Lilloise : présentation du territoire métropolitain et de l'action de Lille Métropole, puis présentation de :
 - Lille et Villeneuve d'Ascq
 - Roubaix et Tourcoing
- Toulouse
- Rennes
- Les villes universitaires du PRES Champagne-Ardenne-Picardie :
 - La Région Picardie : Amiens, Laon
 - La Région Champagne-Ardenne : Reims et Troyes
- Le Havre
- Brive la Gaillarde



Paris

Paris, Ville Universitaire à part

Aujourd'hui, près d'un étudiant sur 5 en France suit ses études à Paris. La capitale doit être traitée spécifiquement ici de part sa démesure relative par rapport aux autres villes françaises. Quand on sait par ailleurs que Paris et sa couronne abritent 12 millions d'habitants sur les 63 millions de l'hexagone, il n'est pas étonnant de retrouver le même rapport au niveau de la population estudiantine.

La délégation « Vie Etudiante » existe depuis 2001.

Pour reprendre les mots de Didier Guillot, adjoint à la vie étudiante, la « *priorité absolue est le logement* ». Néanmoins, la Ville de Paris intervient dans de nombreux autres domaines : l'accueil des étudiants, l'accompagnement de la vie associative, la culture...

Plusieurs actions et dispositifs emblématiques de la Ville de Paris seront présentés dans le développement du rapport :

- Le Conseil consultatif : « **Etudiant de Paris Conseil** » destiné à établir un dialogue avec les étudiants
- **La Maison des Initiatives Etudiantes (MIE)**, et son antenne le **Labo 13** qui sont un soutien logistique, méthodologique et intellectuel à toutes les associations étudiantes parisiennes porteuses de projets.
- **Le dispositif AILE** (Aide à la première installation dans un logement étudiant) qui est une allocation forfaitaire à destination de tous les étudiants parisiens boursiers afin qu'ils accèdent à leur premier logement dans le parc privé.
- **Le Festival Etudiant « Ici et Demain »** qui permet aux étudiants engagés dans des pratiques artistiques amateurs (spectacle vivant, arts plastiques, musique et cinéma) d'aller à la rencontre du grand public parisien.
- **Le Service d'Accueil des Etudiants Etrangers** qui accompagne les étudiants étrangers dans leurs démarches et facilite leur intégration dans la ville

Fiche de présentation

Nombre d'habitants : 2 234 105 (en 2009)

Nombre d'étudiants : 316 701 (en 2011)

Pourcentage d'étudiants : 14,2%

Académie de Paris

3 PRES :

- PRES « Hésam »
- PRES Paris Sorbonne
- PRES Université Paris-Cité

119 établissements d'enseignement, dont 8 Universités, répartis sur 272 sites

Elus à la Ville :

- Vie étudiante : Didier GUILLOT
- Jeunesse : Bruno JULLIARD
- ESR : Jean-Louis MISSIKA

Budget en 2011 :

- Investissement : 5 040 000€
- Fonctionnement : 4 370 000€

Personnel dédié aux questions de vie étudiante : 7 ETP

- ➔ Bureau de la vie étudiante (direction) : Un cadre A, deux cadres B et un cadre C
- ➔ Cabinet de l'élus : 2 cadres A contractuels, 1 cadre B fonctionnaires



Lille Métropole

Fiche de présentation de Lille Métropole (Communauté Urbaine)

Dans la Région Nord Pas de Calais, on retrouve 156 000 étudiants, 7 Universités dont une Université Catholique de 24 000 étudiants. La plupart étudient sur la métropole lilloise, qui rassemble à elle seule 80% des effectifs étudiants.

Deux universités sont installées à Villeneuve d'Ascq (Lille 1 et Lille 3) et deux autres sont installées à Lille (Lille 2 et l'Université Catholique). Roubaix et Tourcoing sont quant à elles, des villes universitaires en essor, n'hébergeant pas d'université de plein exercice et hébergeant, en revanche, des IUT et des grandes écoles.

Un focus particulier sera fait sur la métropole lilloise, puisque le stage qui a permis de réaliser cette enquête, était basé sur ce territoire. Nous avons pu analyser de manière assez fine les politiques menées par les quatre villes étudiantes de la métropole, ainsi que par la communauté urbaine.

Lille Métropole ne possède pas la compétence « enseignement supérieur », mais a pris la compétence « recherche » en juillet 2010. Elle a depuis conventionné avec le PRES Université de Lille Nord de France, les trois universités publiques, l'Université catholique de Lille qui regroupe l'institut du même nom et la plupart des grandes écoles privées lilloises.

Les politiques de vie étudiante sont menées par les communes, et ne se ressemblent pas forcément d'une ville à l'autre. La communauté urbaine s'est emparée des questions de la recherche et de l'innovation, et par voie de conséquence, de l'enseignement supérieur. Elle mène également des politiques qui ont un impact sur la vie étudiante (transports, habitat, politiques sportives et culturelles et mise en place de la carte multiservices).

Nombre d'habitants : 1 100 000

Nombre d'étudiants : 124 000

Pourcentage d'étudiants dans la population de la métropole: 11,3%

Académie de Lille
PRES Université de Lille Nord de France

Dans la Métropole : 146 établissements d'enseignement supérieur dont 4 Universités

Élus :

- Conseiller délégué Recherche et universités : Faustin AISSI
- Vice président à l'urbanisme et à l'habitat : Gérard CAUDRON
- Vice président aux transports : Eric QUIQUET
- Vice président à la culture : Olivier HENNO
- Conseillère déléguée aux sports : Michelle DEMESSINE

Personnel dédié à Lille Métropole: 2,5 ETP sur l'enseignement supérieur

Budget en 2011 de Lille métropole : 1 000 000€ (hors Opération Campus)



Lille et Villeneuve d'Ascq regroupent la plupart des étudiants de la métropole. A Villeneuve d'Ascq, on retrouve deux grands campus : celui de Lille 1 « Sciences et technologies » (110 hectares) et celui de Lille 3 « Sciences humaines et sociales ». A Lille, le campus de l'Institut Catholique à Lille, dans le quartier Vauban-Esquermes, proche du centre-ville s'étend sur 10 hectares, et les autres établissements d'enseignement supérieur sont disséminés dans la ville.

A Villeneuve d'Ascq, on trouve la plupart des logements sociaux du CROUS (48,33% des logements du Nord-Pas de Calais). 31 000 étudiants logent à Lille, de façon massive dans le logement privé, parce que le patrimoine immobilier lillois le permet. Les quartiers les plus étudiants, selon une estimation de la ville de Lille, sont le Centre, le Vieux-Lille et les quartiers Vauban et Wazemmes.

Fiche de présentation de la Ville de Lille

Nombre d'habitants : 226 000 (20,5% des habitants de la Métropole)

Nombre d'étudiants : 60 000 (31 000 qui résident)

Pourcentage d'étudiants : 26,5%

Académie de Lille
PRES Université de Lille Nord de France
2 Universités – Présence de plus d'une quinzaine de grandes écoles majoritairement privées.

Élue: Conseillère Municipale Déléguée à la Jeunesse : Magali HERLEM

Personnel dédié à la commune : 1,5 ETP

Budget de la délégation « jeunesse » sur les questions de vie étudiante : 602 000€

Montant des subventions aux associations étudiantes : 10 000€, concernant les Bourses d'Initiatives Locales de Solidarité (BILS) et une enveloppe consacrée aux projets ponctuels

Fiche de présentation de la Ville de Villeneuve d'Ascq

Nombre d'habitants : 63 844 (6% des habitants de la Métropole)

Nombre d'étudiants : 50 000

Pourcentage d'étudiants : 78,3%

Académie de Lille
PRES Université de Lille Nord de France
2 Universités - Présence de 4 grandes écoles publiques (Centrale Lille, Polytech'Lille, Télécom Lille1, ENSCL ou Chimie Lille, Ecole Nationale d'Architecture et de Paysage de Lille).

Élus :

- Conseiller municipal à la Vie étudiante : Sébastien COSTEUR
- Conseiller délégué aux relations ville-universités, grandes écoles, autres collectivités: Faustin AISSI

Personnel dédié à la commune : 0 ETP

Budget de la délégation « vie étudiante »: 13 000€

Montant des subventions aux associations étudiantes : 13 000€ (enveloppe de 8000€ annuelle pour les projets étudiants+subventions au cinéma le Kino à Lille 3)



Les Villes de Roubaix et Tourcoing n'abritent pas d'Universités de plein exercice en leur sein. Cependant, il existe un vrai projet pour les deux villes de développer l'enseignement supérieur et la vie étudiante.

Actuellement, un campus est en cours de construction à Roubaix, dans le quartier de la Gare Jean Lebas. Appelé Campus de la distribution, le projet vise à regrouper trois entités universitaires, issues des Universités de Lille 1 et Lille 3 : l'Institut du Management de la Distribution (IMMD), l'UFR des Langues Etrangères Appliquées et l'IUT C ainsi qu'un cluster, une maison des étudiants, un restaurant universitaire et des logements étudiants. Le projet s'inscrit dans le cadre de la reconquête du centre ville déjà en cours autour du musée de la Piscine, de l'avenue J-B Lebas et du quartier des modes.

Fiche de présentation de la Ville de Roubaix

Nombre d'habitants : 98 000 (9% des habitants de la Métropole)

Nombre d'étudiants : 10 000

Pourcentage d'étudiants : 10,2%

Académie de Lille

PRES Lille Nord de France

Antennes de Lille 3, IUT C, Institut du Management de la Distribution (IMMD) et EDHEC

Élus :

- Adjoint au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche : Arnaud VERSPIEREN
- Conseillère déléguée à la vie étudiante : Karina BOUDAUD

Personnel dédié à la commune : 1 chargée de mission Enseignement supérieur et Vie étudiante

Budget de la délégation « vie étudiante » : 97 000€

Montant des subventions aux associations étudiantes : 35 500€ dont 16 000€ de subventions pour l'AFEV.

Fiche de présentation de la Ville de Tourcoing

Nombre d'habitants : 92 389 (8,4% des habitants de la Métropole)

Nombre d'étudiants : 4 000

Pourcentage d'étudiants : 4,3%

Académie de Lille

PRES Lille Nord de France

Antennes de Lille 3, IUT et écoles paramédicales.

Élue : Adjointe à la jeunesse et à la vie associative : Catherine BACON

Personnel dédié à la commune : 0,5 ETP

Budget de la délégation « jeunesse » : 11 000€

Montant des subventions aux associations étudiantes : 5000€ (dans le cadre de l'opération « Tourcoing Talent Jeunesse »)



Toulouse

La plupart des établissements d'enseignement supérieur membres du PRES « Université de Toulouse » sont situés dans la Ville de Toulouse. Des annexes existent cependant à Rodez, Tarbes, Albi, et Castres.

Toulouse est la 1^{ère} ville universitaire de Province (« Ville » au sens de commune et non d'agglomération), et elle n'a développé une politique de vie étudiante que depuis 2008 avec l'ambition politique de « *refaire de la ville de Toulouse le principal partenaire des étudiants toulousains* ».

Les deux leviers utilisés pour parvenir à ce résultat étaient :

- De donner la parole aux étudiants. Et c'est pourquoi a été créé le Conseil de la Vie étudiante
- Augmenter le pouvoir d'achat des étudiants, à travers des tarifs réduits pour accéder aux équipements culturels, le Pass'Log (avance du 1^{er} mois de loyer) pour l'intégralité des étudiants toulousains...

Fiche de présentation

Ville de Toulouse/Le Grand Toulouse
Communauté Urbaine

Nombre d'habitants de la Ville-Centre: 439 453
(61,5% des habitants de la Métropole)
Nombre d'habitants de la métropole: 714 504

Nombre d'étudiants : 55 000
Pourcentage d'étudiants dans la population de la métropole: 7,7%

Académie de Toulouse
PRES Université de Toulouse

3 Universités – Présence de grandes écoles
(Institut national polytechnique, école des mines...)

1 élu à la Vie Etudiante : Romain CUJIVES

Personnel dédié à la Ville : 1,43 ETP (1/2 temps animateur du Conseil de Vie étudiante (cadre B 750h), 1/3 temps responsable de la mission jeunesse (cadre A 500h) en 2012 et 0,60 ETP (1000 h) vacataire chaîne d'inscription)

Budget de la délégation: 60 000€ en fonctionnement

Montant des subventions aux associations étudiantes : 20 000€



Créé en mars 2007, le PRES Université Européenne de Bretagne est issu de la "première vague" de pôles labellisés par le gouvernement. Il s'agit d'un Etablissement Public de Coopération Scientifique (EPCS) associant les acteurs de la recherche en Bretagne soit 23 établissements. C'est un PRES centré sur la recherche, la valorisation et le doctorat qui compte plus de 70 000 étudiants dont 2 700 doctorants et 149 laboratoires de recherche.

On retrouve 2 Universités publiques à Rennes, et 4 campus : 1 campus mixte sur Bruz (écoles privées et publiques et entreprises), 3 à Rennes et y a une grande école à Cesson-Sévigné. Même si l'enseignement supérieur concerne trois communes dans l'agglomération de Rennes, Rennes concentre la majeure partie des étudiants.

L'intervention en matière de vie étudiante sur le territoire rennais est imbriquée entre la Ville et l'agglomération. En effet, Isabelle Pellerin est élue à la ville de Rennes déléguée à la vie étudiante et également élue à Rennes Métropole déléguée à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Juridiquement, c'est l'agglomération qui a la compétence « vie étudiante », mais historiquement, c'est plutôt la ville qui intervient sur la vie étudiante au titre de sa politique jeunesse.

Un des grands objectifs de la ville est d'améliorer la qualité de vie des étudiants, et de faire des passerelles entre les étudiants, les autres jeunes et la population rennaise en général. Le développement de la vie culturelle, sportive et associative apparaît comme un axe fort. En effet, la Ville de Rennes accompagne fortement les festivals et les événementiels étudiants durant l'année : la Nuit des 4 jeudis, le festival Rock'n'Solex...

Fiche de présentation

Ville de Rennes / Communauté d'agglomération
Rennes Métropole

Nombre d'habitants de la Ville-centre : 212 229
(52,79 % des habitants de la Métropole)

Nombre d'habitants de la métropole: 402 000

Nombre d'étudiants : 55 000

Pourcentage d'étudiants dans la population de la
métropole: 13,7%

Académie de Rennes

PRES Université européenne de Bretagne

2 Universités publiques – 1 Université Privée
catholique– Présence de grandes écoles privées
et publiques

Élus à la Ville :

- 1 élue à la Vie Etudiante : Isabelle Pellerin
- 1 élu à la Jeunesse : Glenn Jegou

Elus à la Métropole :

- 1 Vice Présidente à l'ESR : Isabelle Pellerin
- 1 Vice Président à la Jeunesse : Alain Thomas

Personnel dédié à la Ville : 1 chargé de mission
jeunesse (1 ETP)

Personnel dédié à la Métropole : 1 chargé de
mission jeunesse (1/3 ETP)

Budget de la Ville: 1 160 000€ en fonctionnement
sur la Vie Etudiante

Budget de la Métropole : 36 500€ en
fonctionnement sur la Vie Etudiante

Montant des subventions aux associations
étudiantes :

- Ville : 51 000€
- Métropole : 20 500€

Le territoire du PRES Champagne-Ardenne-Picardie

Sans que cela ait été prévu à la base, nous avons interrogé 4 des villes du PRES Champagne-Ardenne-Picardie : Reims, Troyes, Amiens et Laon. Ce PRES est un PRES de projet, qui n'a pas vocation à faire fusionner les universités de ce territoire. Après avoir présenté deux villes universitaires de Picardie : Amiens et Laon (Laon n'abritant pas d'université de plein exercice, ses établissements sont rattachés à l'Université d'Amiens), nous présenterons deux villes universitaires de Champagne : Reims et Troyes (Troyes étant dans une situation similaire à celle de Laon).

Alors qu'à Amiens et Laon, la politique en matière d'enseignement supérieur et de vie étudiante apparaît encore comme embryonnaire, Reims et Troyes affichent au contraire, une politique très volontariste, avec des budgets conséquents destinés à l'accompagnement des établissements et des étudiants.



Fiche de présentation

Ville d'Amiens/ Amiens Métropole

Nombre d'habitants de la Ville-Centre : 137 812 (76,92 % des habitants de la Métropole)

Nombre d'habitants de la métropole: 179 153

Nombre d'étudiants : 22 273

Pourcentage d'étudiants dans la population de la Ville: 16,16%

Académie d'Amiens

PRES Champagne Ardenne Picardie

Une Université (Université de Picardie-Jules Verne).

Élu à la Communauté d'agglomération :

- Enseignement supérieur : Didier Cardon

Élu à la Ville d'Amiens :

- Jeunesse : Lucien Fontaine

Personnel dédié à la commune : 0,5 ETP à la vie étudiante

Subventions aux associations : 18 000€

Budget Enseignement supérieur à l'agglomération : 833 000€



Fiche de présentation

Ville de Laon/ Communauté de communes du Laonnois

Nombre d'habitants de la Ville-Centre : 27 230 (68% des habitants de la communauté de communes)

Nombre d'habitants dans la communauté de communes du Laonnois : 40 000

Nombre d'étudiants : 1 200

Pourcentage d'étudiants dans la population de la Ville : 4,4%

Académie d'Amiens

PRES Champagne Ardenne-Picardie

IUT, IUFM et lycées à BTS

Élue :

Aude BONO : Adjointe au développement économique et à l'enseignement supérieur

Personnel dédié à la commune : 0 ETP



Fiche de présentation

Ville de Reims / Communauté d'agglomération
Reims Métropole

Nombre d'habitants de Ville-centre: 180 842
(82,60 % des habitants de la Métropole)
Nombre d'habitants de la métropole: 218 928

Nombre d'étudiants : 27 500
Pourcentage d'étudiants dans la population de la
Ville : 15,2%

Académie de Reims
PRES Champagne Ardennes Picardie
1 Université (URCA : Université de Reims
Champagne Ardennes)

Élus :

- Conseiller délégué à la vie étudiante et à la vie nocturne : Dominique BUNEL (Ville de Reims)
- Conseiller délégué de la Jeunesse : Hassan ERRETAT (Ville de Reims)
- Adjoint à l'éducation, à la recherche et à l'innovation : Jacques MEYER (Ville de Reims et Reims Métropole)

Personnel dédié à la commune : 1 ETP à la vie étudiante

Personnel dédié à Reims Métropole : 2 ETP à l'ESR

Budget Vie Etudiante de la commune :
Fonctionnement : 50 000€/ Subventions aux associations : 90 000€

Budget ESR de la métropole : 2 419 500€+2,4 millions € pour Sciences Po et l'ESAD



Fiche de présentation

Ville de Troyes/ Communauté
d'agglomération Grand Troyes

Nombre d'habitants de la Ville-Centre :
62 812 (52,34% des habitants de
l'agglomération)
Nombre d'habitants de l'agglomération:
120 000

Nombre d'étudiants : 9 041
Pourcentage d'étudiants dans la
population de la Ville: 14,4%

Académie de Reims Champagne Ardennes
PRES Champagne Ardennes Picardie
Plusieurs UFR issus de l'Université de Reims,
présence d'un IUT et de grandes écoles.

Élus :

- Adjoint à la culture, au patrimoine, à la vie étudiante et à l'enseignement supérieur : Marc SEBEYRAN

Personnel dédié à la commune : 5 ETP à la vie étudiante

Budget Vie Etudiante de la commune :
Fonctionnement : 180 000€/ Subventions aux associations : 18 000€

Budget Enseignement supérieur de
l'agglomération : Fonctionnement :
2 643 700€/ Investissement : 3 532 200€



Le Havre

Fiche de présentation

Le Havre abrite la plus jeune des universités normandes, puisqu'elle a ouvert ses portes en 1984. De premiers enseignements avaient lieu depuis 1967 mais ils dépendaient de l'université de Rouen.

Il s'agit d'une Université de proximité, qui accueille environ 7000 étudiants, répartis sur 3 sites : Caucriauville, Lebon, et Frissard.

Elle dispense de nombreuses formations professionnelles, à travers son IUT qui propose des DUT dans dix secteurs différents (transports et logistique, génie civil, carrières sociales, information et communication...)

En tant que grande cité portuaire (2^{ème} plus important port de France), Le Havre propose également de nombreuses formations dans le secteur maritime.

Un nouveau campus a ouvert ses portes à la rentrée 2012 dans le quartier des Docks et devrait accueillir 500 étudiants de la filière Europe Asie de Sciences Po, de la filière « Génie Civil et constructions durables » de l'INSA de Rouen ainsi que le pôle de recherche SPI (Sciences Pour l'Ingénieur) de l'Université du Havre.

Ville du Havre/ Communauté d'agglomération Havraise

Nombre d'habitants de la Ville-Centre: 177 259
(72% des habitants de la communauté d'agglomération)

Nombre d'habitants de la métropole: 246 084

Nombre d'étudiants : 10 000

Pourcentage d'étudiants dans la population de la Ville : 5,64%

Académie de Rouen

PRES « Normandie Université »

1 Université publique, 1 IUT, plusieurs Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles et grandes écoles privées (Ecole de management de Normandie) et publiques (Ecole Nationale supérieure maritime et Institut Supérieur d'Etudes Logistiques), écoles professionnelles et écoles paramédicales et sociales.

Élue :

Adjointe chargée du Développement économique, de l'emploi, de la formation, de l'enseignement supérieur, des relations internationales, de la coopération décentralisée et de la mairie annexe de Sanvic : Brigitte DUFOUR

Personnel dédié à la commune : 2 ETP

Budget Vie Etudiante/Enseignement supérieur : 150 000€

Budget Jeunesse : 199 000€

Montant de l'enveloppe annuelle destinée aux subventions : 130 000€



Brive la Gaillarde

Historiquement, Brive la Gaillarde s'est battu pour avoir des antennes de l'Université de Limoges en son sein. La négociation a débouché de manière à ce que la Ville puisse bénéficier de ces antennes, à condition qu'elle compense les frais liés à cette implantation et au déplacement des professeurs.

En 2008, la Ville abondait à hauteur de 750 000€ sur la délégation « enseignement supérieur ». Ce budget a été rationalisé, pour se concentrer sur des projets structurants plutôt que sur les frais de fonctionnement des établissements.

En janvier 2013, un campus va s'ouvrir, rassemblant ainsi tous les établissements d'enseignement supérieur, qui étaient auparavant éparpillés sur le territoire briviste. Ce projet apparaît comme la pierre angulaire des politiques de vie étudiante à Brive, ce qui va permettre de la développer.

La journée d'accueil, qui existe depuis la rentrée 2011 aura lieu cette année autour de ce campus. De même, les colocations à projets solidaires (KAPS) mené avec l'AFEV s'installeront probablement à proximité de ce campus.

Fiche de présentation

Ville de Brive la Gaillarde/Communauté d'agglomération de Brive

Nombre d'habitants de la Ville-Centre: 50 000 (63,4% des habitants de la communauté d'agglomération)

Nombre d'habitants de la communauté d'agglomération de Brive : 78 924

Nombre d'étudiants : 2 000

Pourcentage d'étudiants dans la population de la Ville : 4%

Académie de Limoges

PRES Limousin Poitou-Charentes

5 établissements d'ESR (Centre juridique, STAPS (L1/L2), licence pro APPN activités physiques et de pleine nature)

Élus :

- Nicole CHAUMONT : Adjointe aux affaires scolaires et universitaires
- Camille LEMEUNIER : Adjointe à l'action municipale de Brive Est, à la politique familiale, à l'enfance et la jeunesse, aux centres socioculturels, au conseil municipal des jeunes, au service information jeunesse.

Personnel dédié à la commune : 1 ETP environ

Budget Vie Etudiante et enseignement supérieur de la commune : 600 000€ comprenant =

- Frais de transports pour les professeurs qui font la route entre Limoges et Brive
- Prêt de salles, frais de photocopies
- Subvention aux projets tutorés
- Journée d'accueil aux étudiants brivistes

Subventions aux associations : 4000€ de subvention pour les projets tutorés.

Diagnostic

1) La prise en compte de la vie étudiante dans les différentes collectivités.

A) La perception de la vie étudiante par les élus

Une prise en compte très récente de la thématique de la vie étudiante par les collectivités

La question de la vie étudiante a été prise en compte de façon tardive par les communes, en témoigne le caractère récent des délégations à la vie étudiante. Tous les élus ne m'ont pas fourni cette information, mais sur les sept élus qui m'ont communiqué la date de création de leur délégation, six m'ont affirmé que celle-ci avait été créée en 2008, c'est-à-dire à la dernière élection municipale. Ce qui signifie que les élus interrogés ont eu en charge d'impulser les bases d'une politique de vie étudiante.

Dans les années soixante-dix, de nombreuses universités ont quitté les centres-villes pour s'installer en périphérie. La présence des étudiants en ville était, à l'époque, perçue comme perturbatrice voire dommageable. Aujourd'hui, les villes sont conscientes de l'impact positif des étudiants sur la vie économique, sociale et culturelle de leur territoire, et veulent pouvoir en profiter. C'est pourquoi, actuellement, plusieurs villes dont Amiens, Roubaix et Troyes mènent ou ont mené des projets de relocalisation des établissements d'enseignement supérieur en centre-ville.

Arnaud Verspieren, élu à Roubaix, explique ce changement de perspective :

« Les étudiants sont des habitants dans la ville, au même titre que les autres, c'est pour ça qu'on ne les met pas dans un campus extérieur à la ville, au milieu des champs de betteraves, comme ça était fait dans les années 70-80, avec le succès que l'on sait. Les étudiants font partie de la ville, sont des citoyens comme les autres, ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

Pour sa part, Gilles Demailly explique pendant son entretien, comment le campus d'Amiens a été remis au centre de la ville :

« Le campus qui avait été construit dans les années 70 n'a jamais pris. C'était un choix des élus de l'époque, qui pensaient qu'il y aurait de la vie qui se serait créée autour de ce campus mais ça n'a pas été le cas. (...) Donc, on avait un campus de 300 hectares, sans commerce autour. (...) Comme l'Etat a arrêté ses financements dans les années 80, il y a eu des débats sur l'avenir de l'enseignement supérieur. Il y a eu un choix des élus pour implanter la fac en centre-ville. C'était possible sur Amiens pour des raisons historiques. Amiens a fortement été rasée en 1940 et il restait des terrains nus aux pieds de la cathédrale. Du coup, on a pu construire une fac aux pieds de la cathédrale. On peut développer maintenant la Citadelle pour 26 000 étudiants qui pourront venir y mener leurs activités. Notre souhait est de reconstruire la ville avec les étudiants. »

Qu'est-ce que la « vie étudiante » ? Analyse de la perception de la thématique par les acteurs

Dans les entretiens auprès des élus, la première question était : « **pour vous, c'est quoi la vie étudiante ?** ». L'élue à Reims a eu une réponse qui correspond très bien à l'opinion majoritaire à ce sujet :

« Vie étudiante... C'est évidemment tout le software. Je définis le hardware comme tout ce qui est cursus, et le software, c'est tout l'environnement qui permet à l'étudiant d'avoir une autonomie, d'avoir accès à un certain nombre de services qui contribuent à la réussite de sa vie étudiante. Le logement, l'alimentation, la culture... »

Ensuite, les exemples qui sont donnés correspondent le plus souvent au contenu des projets de la délégation de chacun. Par exemple, à Laon, où un restaurant universitaire a pu être construit grâce au financement communal, cet équipement est évoqué tout de suite.

Les étudiants : des jeunes comme les autres ou un public spécifique ?

Dans les collectivités, tous les élus ne sont pas d'accord sur la manière d'aborder la question de la vie étudiante. Est-ce que les étudiants doivent être mis sous le régime du droit commun ou du droit spécifique ? Deux villes donnent une réponse opposée à cette question : Lille et Paris.

A Lille, la politique de vie étudiante est considérée comme une composante de la politique « jeunesse » : l'étudiant est pensé comme « un jeune comme un autre ». Lorsque je demande à Magali Herlem, élue à la jeunesse à Lille, ce qu'elle entend par vie étudiante, elle me répond en niant tout de suite la spécificité du public étudiant :

« C'est un choix politique ici : on n'a pas de délégation « Vie étudiante ». C'est pour ça que je suis élue à la Jeunesse : ça concerne tous les jeunes : scolarisés, en recherche d'emploi, salariés... Ça veut dire qu'on essaie de faire en sorte que les étudiants sortent de l'Université, et s'intègrent avec les autres jeunes. »

A Paris, au contraire, il existe une politique spécifique pour les étudiants, qui se traduit par un service administratif à la vie étudiante, un site Internet spécifique, réalisé en partenariat avec le CROUS (Etudiant de Paris), par un Conseil consultatif, par des lieux d'accueil réservés : Maisons des Initiatives étudiantes...

Dans d'autres villes, comme Toulouse, il n'existe pas de service administratif « vie étudiante », mais il y a un élu spécifique délégué à cette question (Romain Cujives). Deux logiques entrent alors en compte pour savoir si telle ou telle politique va être désignée comme une politique « jeunesse » ou comme une politique « vie étudiante » :

- Une logique de priorités
- Une logique de moyens

Dans l'entretien, Romain Cujives m'explique ainsi comment il est décidé si un dispositif va être mis en place pour tous les jeunes ou seulement pour les étudiants, à partir de ces deux logiques :

« Ca dépend [...] du budget qu'on peut consacrer à ces dispositifs. Est-ce qu'on peut l'élargir ou pas. On sait que le logement étudiant est une question centrale, donc on s'est adressé aux étudiants principalement. Pour la question des transports, on estimait qu'entre un jeune classique et un étudiant, ça ne changeait pas grand-chose quand il voulait se déplacer donc c'est pour ça qu'on a voulu le faire pour tout le monde. Mais globalement, quand même, une de nos volontés est de ne pas opposer les jeunes entre elles. »

B) Les partenaires des communes dans la vie étudiante

La vie étudiante est une responsabilité partagée entre plusieurs acteurs. Il est nécessaire que pour chaque projet, il soit décidé quel acteur, ou quel partenariat est le plus pertinent pour intervenir. Il n'est pas nécessaire ni souhaitable qu'une seule Institution décide de prendre en charge la thématique de la vie étudiante dans son ensemble. Ainsi, lorsque nous demandons à Martine MULLER, Directrice du CROUS de Lille, comment elle perçoit la répartition des compétences entre les différents acteurs, celle-ci répond :

« Ce sont des partenariats plutôt qu'une répartition des compétences. Y a des problèmes de compétences, c'est sur, parce qu'il faut que les collectivités prennent la compétence sur telle ou telle chose. Mais après, derrière, c'est, porter des projets et sur ces projets là, réfléchir à quel partenariat on noue. Par exemple, sur tel projet, on peut avoir un partenariat avec la communauté urbaine d'Arras et sur un autre, avoir un partenariat avec un Etablissement, une Ville... »

La place des établissements d'enseignement supérieur et des PRES

Les établissements d'enseignement supérieur, et notamment les Universités, sont importants dans le champ de la vie étudiante. Les présidents d'universités ont tendance à s'intéresser plutôt aux grands équipements et à la recherche qu'aux étudiants accueillis, mais la situation est en train d'évoluer:

« Les conditions de vie des étudiants sont présentées comme des facteurs d'attractivité de l'université dans un contexte international et national où règne une concurrence de plus en plus vive entre universités »⁴

Néanmoins, les établissements opèrent rarement des partenariats avec les communes. L'Université va spontanément voir la Région, plutôt que la Ville ou l'agglomération, parce que c'est elle qui s'occupe des fonds FEDER et des bourses doctorales. Pour autant, la Conférence des Présidents d'Universités (CPU) est en demande de partenariat avec les collectivités. En effet, dans une étude de la CPU produite en 2009, il est préconisé la création d'une instance de pilotage sur la question des logements étudiants qui regrouperait le CROUS, les différents échelons de collectivités, et les universités.

La place des organisations étudiantes

⁴ FORZY Loïcka, JANNOT Jessica et MICOUT Véronique, 2009, *Rapport d'Etudes : La vie étudiante, enjeux, pratiques et recommandations*, Conférence des présidents d'université et Caisse des Dépôts, p.14

Les syndicats, les mutuelles et les associations interviennent dans le champ de la vie étudiante. Si les syndicats sont peu évoqués par les élus et leurs services, il existe en revanche quelques partenariats intéressants entre les communes et les mutuelles ainsi qu'entre les communes et les associations. Le statut d'étudiant étant par nature éphémère, la grande difficulté pour les communes va être de nouer des partenariats pérennes. Ainsi, M. Arnaud Verspieren, adjoint au développement économique et à l'enseignement supérieur de la Ville de Roubaix, met en valeur le rôle de la commune pour créer des liens durables avec les organisations étudiantes :

« Les étudiants, c'est éphémère. Les bureaux des élèves sont jamais les mêmes. Et parfois, en cours d'année, les étudiants partent en stage dans tous les coins du monde. Et donc, s'il n'y a pas une structure permanente qui assure le lien à chaque fois, à chaque promotion, à chaque rentrée, il ne se passe pas grand-chose. La ville est là aussi pour fédérer tout ça. »

Les partenariats communes/mutuelles

Ces partenariats se font essentiellement sur des opérations de prévention, et essentiellement avec La Mutuelle Des Etudiants (LMDE).

La LMDE met en place des dispositifs de prévention par les pairs, où des jeunes vont à la rencontre d'autres jeunes sur les lieux de fête et les amènent à s'interroger sur leur sexualité, ainsi que sur leur consommation d'alcool et de drogue, à l'aide de supports interactifs (éthylotests, mise en situation...). Dans le panel interrogé, ce type d'opération est mis en place à Rennes depuis quatre ans, et à Lille depuis octobre 2012. Souvent, il s'agit d'actions qui sont également financés par la Préfecture.

Les partenariats communes/associations

Il y a une vraie volonté de la part des élus de développer l'engagement associatif des étudiants. Catherine Bacon, adjointe à la jeunesse et à la vie associative à la Ville de Tourcoing présente d'ailleurs l'encouragement à la vie associative étudiants comme la première priorité de son mandat :

« La priorité n°1, concernant la vie étudiante, c'était de développer l'envie de s'engager et d'entreprendre. Que les étudiants puissent s'associer pour qu'ils puissent se débrouiller eux-mêmes. On a des associations qui commencent à s'inscrire dans la durée et qu'on a suivies au début. On a vraiment besoin de ce passage de relai dans le milieu associatif. »

Au cours de l'enquête, l'AFEV est apparu comme un partenaire presque « naturel » des villes. Parce que l'objet de l'association est justement de créer du lien entre les quartiers populaires et les étudiants.

La place des CROUS

Un opérateur ancien dans le champ de la vie étudiante

Les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ou CROUS sont des établissements publics à caractère administratif chargés principalement de l'aide sociale, de l'accueil des étudiants internationaux, du logement social des étudiants, de la restauration universitaire et de la vie culturelle étudiante. Ils sont animés par un réseau national : le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS). Alors qu'ils gardent le monopole de l'aide sociale, les CROUS sont

entrés dans le champ de la concurrence dans les domaines de la restauration et du logement ces dernières années.

Les CROUS ne décident pas eux-mêmes des politiques de vie étudiante à mener sur un territoire. Ils ne sont que des opérateurs. Mais les CROUS existent officiellement depuis l'après Première Guerre Mondiale avec la création des premières résidences universitaires par l'UNEF, et officiellement depuis le 16 avril 1955. Cette longue expérience dans le champ de la vie étudiante leur donne une légitimité particulièrement forte.

Les atouts des CROUS

Les CROUS sont des services que l'Etat met à disposition de la vie étudiante et qui bénéficient, de ce fait, de plusieurs atouts :

- Les agents sont des fonctionnaires de l'Etat qui bénéficient de la garantie d'emploi dans l'exercice de leurs missions
- Une organisation spécialisée présente sur la majorité des sites universitaires
- Une connaissance forte des besoins des étudiants, eux-mêmes attachés fortement à l'institution et à ses valeurs
- Le professionnalisme de ses personnels et leur attachement aux valeurs du service public
- La capacité de réactivité pour répondre aux commandes des décideurs publics et aux attentes des étudiants⁵

Néanmoins, les CROUS, en dehors du champ de la restauration, ont tendance à se concentrer essentiellement à deux catégories d'étudiants : les étudiants boursiers (qui représentent 25,6% des étudiants) et les étudiants internationaux (12%).

La relation Ville/CROUS

Selon un constat issu d'un rapport publié en 2007⁶, les villes moyennes ne bénéficient pas des services traditionnels du CROUS et prennent souvent en charge elles-mêmes les questions de vie étudiante. Ce constat ne se vérifie pas forcément à l'échelle du panel. Deux cas de figures en matière de partenariat CROUS/Ville apparaissent néanmoins : soit une aide financière est apportée par la ville au CROUS pour que celui-ci mette en place des services de vie étudiante, soit la Ville et le CROUS mutualisent leurs services.

L'installation du restaurant universitaire à Laon

A Laon, il n'y avait pas de restaurant universitaire, et la Ville a décidé de financer en partie la création d'un restaurant universitaire pouvant accueillir 100 étudiants par jour. Cette construction a coûté 1,8 million d'euros, et la commune a dépensé 217 000€ dans ce projet (217 000€ viennent du Département, 530 000 de la Région et 800 000€ de l'Etat). Actuellement, la Ville travaille pour que le CROUS installe une antenne à Laon.

⁵ Extraits du séminaire « Politiques de site et vie étudiante » 10 et 11 juillet 2012 à Chasseneuil du Poitou

⁶ DOMERGUE Jean-Paul, MANIFET Christelle, et RIO François, 2007, *Vie Etudiante et Territoires, Etat des savoirs : Rapport Final*, CNOUS, OVE, 87 pages

La Maison des étudiants à Troyes : un guichet unique CROUS-Ville

A Troyes, la Maison des étudiants a permis de centraliser en un endroit les services du CROUS et les services de la Ville. Cette structure a été créée par la Ville de Troyes en 1997 en plein centre-ville. C'est une structure municipale, créée à la demande des étudiants, suite à une concertation entre la Ville et les associations étudiantes. Elle comportait au départ un agent permanent et un service civil. La question du logement était alors la question prioritaire. Au fur et à mesure, les compétences et les champs d'intervention de cette maison se sont développés, et des agents supplémentaires ont été affectés (jusqu'à 6 ETP). Le CROUS y a installé une permanence, et la Fédération des étudiants troyens en a fait son siège social.

Quand la faculté s'est installée en centre ville (campus des Comtes de Champagne), la maison des étudiants a déménagé au cœur du campus. Une partie des compétences a été transférée vers le CROUS. Le Grand Troyes a mis des moyens afin de rénover les locaux de l'Etat. Les bâtiments ont été remis à l'Etat et la ville a occupé les locaux. Le CROUS a installé ses locaux à cet endroit également. Le montage financier est un peu atypique : la ville ne paie pas de loyer mais paie des taxes d'occupation. Une convention de gestion a été passée avec le CROUS et un comité de gestion se réunit deux à trois fois par an, et la Présidence tourne chaque année entre le CROUS, le Grand Troyes et la Ville de Troyes.⁷

Une communication unifiée entre le CROUS et la Ville de Paris

A Paris, pour optimiser la communication auprès des étudiants, il a été décidé la création d'un site Internet et d'un guide papier commun entre le CROUS et la Ville. Ainsi, Didier Guillot, adjoint à la vie étudiante, explique :

« J'ai dit au début du mandat : « Je préfère qu'on ait une communication efficace dans les guides qui existent et qui sont lus plutôt que d'avoir notre propre communication dans notre propre guide ». Et on avait un guide qui était édité par la Mairie de Paris, et quand j'ai constaté que 80% restait dans les cartons à la rentrée, je me suis dit qu'on n'avait pas les moyens d'assurer la diffusion de ce guide sur 8 universités et 200 sites différents, et je me suis dit qu'il valait mieux faire un guide commun avec le CROUS. »

La place de la Région

Les politiques régionales de vie étudiante

Les Régions mènent des politiques afin d'améliorer les conditions de vie des étudiants. Elles se préoccupent souvent des étudiants par l'intermédiaire de la politique tarifaire spécifique pour les TER. Par exemple, à la Région Nord-Pas de Calais, les étudiants boursiers bénéficient de la gratuité des transports entre leur domicile parental et leur lieu d'études.

La Région Champagne Ardenne, pour sa part, a mis en place le Plan Studéo qui se décline en plusieurs dispositifs :

- Aide à la mobilité internationale pour tous les étudiants
- Aide pour l'acquisition d'un ordinateur portable pour les étudiants en bac+2, bac+3

⁷ Entretien informel avec Francine BADER, chef de service « vie étudiante » à Troyes

- Aide aux stages en France pour les étudiants en DUT et BTS qui trouvent un stage à plus de 20km de leur lieu d'études ou d'habitation.
- Aide aux transports : Pass'études et lib'études (abonnement préférentiel pour le TER)
- Adhésion à une complémentaire santé : remboursement de 80 € par étudiant boursier
- Allocation unique d'aide d'urgence, en complément du fonds national d'aide d'urgence aux étudiants FNAU : 100 000€ ajouté sur les fonds. Participation à la commission du CROUS
- Prêt à taux zéro : 2500€ max en bac+1 à bac+2 ; 5000€ à partir de bac+3. Plafonnement de 20 000€ pour l'ensemble du cursus. La durée totale du prêt ne peut excéder 10 ans. 1500 bénéficiaires par an.⁸

Dans le cas de la Région Nord-Pas de Calais et de la Région Champagne-Ardenne, il s'agit de politiques régionales, qui ne sont pas décidées conjointement avec les Villes du territoire. Ces politiques réduisent les inégalités entre les étudiants sur un territoire, ce qui permet d'atténuer les attitudes très inégales des villes vis-à-vis de la vie étudiante.⁹

Les relations Ville-Région

Les Régions participent souvent aux financements croisés, notamment pour la construction de logements étudiants, et de grands équipements dans le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ainsi, l'adjoint à Troyes, Marc Sebeyran, m'explique de quelle manière la Région Champagne-Ardenne intervient dans ce domaine :

« On a des contacts variés puisqu'avec la Région Champagne-Ardenne, on a à la fois des investissements croisés qui se font sur de grandes réalisations, comme l'extension de l'UTT¹⁰, l'installation de l'EPF qui est une école d'ingénieur, l'investissement qui se fait aussi sur le groupe ESC et l'intervention aussi en fonctionnement dans le développement de l'enseignement supérieur. »(Marc Sebeyran)

Malheureusement, les partenariats Ville-Région, ne sont pas toujours aussi faciles.

Ainsi, la première fois où la Région Ile de France est évoquée dans l'entretien auprès de l'adjoint à la vie étudiante de Paris, Didier Guillot associe ce partenaire au terme de « très compliqué », à deux reprises :

« Une particularité très compliquée à Paris : le rapport Ville-Région est très compliqué. »

La Région, du point de vue de M Guillot, ne s'occupe pas de la vie étudiante à Paris, en partant du principe que la Ville de Paris a les moyens suffisants pour s'occuper seule de la vie étudiante. La ville de Paris ayant la particularité d'avoir à sa charge les compétences de la commune et du département, elle est considérée comme autonome. Par exemple, les bourses Erasmus qui normalement sont financées par les Régions sont financées par la Ville de Paris pour les étudiants de

⁸ Extraits du séminaire « Politiques de site et vie étudiante » 10 et 11 juillet 2012 à Chasseneuil du Poitou, Intervention de Marielle JUMAUD-RICHARD, Responsable du pôle Enseignement Supérieur, Région Champagne-Ardenne

⁹ HOUZEL Guillaume et KUNIAN Guillaume, 2009, *Politiques de vie étudiante des universités, Observatoire nationale de la Vie Etudiante*, La Documentation Française, collection « Panorama des Savoirs »

¹⁰ Université des Technologies de Troyes

la capitale. Le projet de l' « Université Numérique en Région », pour sa part, est financé par la Ville de Paris pour toutes les universités franciliennes. La Région s'est désengagée de ce projet, ce qui pose un problème de légalité.

La place des intercommunalités

Les intercommunalités participent au financement croisé de certains projets, comme la Maison des étudiants à Troyes évoquée précédemment.

Elles ont également un rôle important dans la construction de logements étudiants. Par exemple, Lille Métropole va financer, à hauteur de 8 millions d'euros, la construction d'environ 1600 logements étudiants sur son territoire.

C) La répartition des compétences en matière de vie étudiante entre la commune et l'intercommunalité

La commune est plutôt intéressée par le *software*, et l'intercommunalité l'est plutôt par le *hardware*

Dans plusieurs questionnaires¹¹, il a été précisé au départ que « *la Vie Etudiante est de la responsabilité de la Ville, alors que le développement de l'enseignement supérieur est une compétence de l'agglomération* ». L'enseignement supérieur et la recherche apparaissent alors comme des éléments du développement économique. Comme les communautés d'agglomération et les communautés urbaines ont la compétence du développement économique, il en découle naturellement que celle de l'enseignement supérieur leur revienne.

L'échelon communal, pour sa part, apparaît comme le plus pertinent pour développer les services de proximité aux étudiants (événements d'accueil, points d'information, soutien aux associations et à la citoyenneté étudiante...)

Les cas spécifiques d'Amiens et de Paris

A Amiens, il serait totalement artificiel de séparer les compétences de la ville et de l'agglomération. En effet, dès la création du district en 1994, et avec le passage en communauté d'agglomération en 2000, les élus amiénois ont souhaité associer les services administratifs et techniques, existants à la Ville, pour développer le principe d'une administration unique. Il existe aujourd'hui deux collectivités: la Ville et Amiens Métropole. Néanmoins, une seule et même administration est chargée de gérer leurs compétences.¹²

A Paris, comme nous l'évoquions plus haut, l'organisation administrative est telle que la Ville est un organe qui regroupe les compétences de la commune, de l'intercommunalité, du département, et aussi, en partie, de la Région.

¹¹ Troyes, Rennes et Reims,

¹² Rapport d'activités d'Amiens Métropole, 2009.

2) Les moyens alloués aux politiques de vie étudiante

A) La politique au service de la vie étudiante

L'existence ou non d'une délégation politique à la « vie étudiante »

A propos des collectivités qui ont un élu à la vie étudiante

Sur les 12 communes étudiées, 7 ont un élu dont la délégation contient le terme de « vie étudiante ». Dans les deux intercommunalités interrogées, la « vie étudiante » est rattachée à un élu à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche (Didier CARDON à Amiens Métropole et Faustin AISSI à Lille Métropole). En règle générale, comme nous l'expliquions tout à l'heure, la vie étudiante est une compétence communale alors que l'enseignement supérieur et la recherche sont des compétences intercommunales. Deux exemples sont assez édifiants en la matière. A Rennes, Isabelle PELLERIN est à la fois conseillère municipale à la vie étudiante et adjointe à l'enseignement supérieur et à la recherche à l'échelle de Rennes Métropole. De même, à Troyes, Marc SEBEYRAN est à la fois adjoint à la vie étudiante à la Ville et délégué à l'enseignement supérieur et la recherche à Grand Troyes.

Le plus souvent c'est un conseiller municipal qui est en charge de la vie étudiante (Isabelle PELLERIN à Rennes, Sébastien COSTEUR à Villeneuve d'Ascq, Romain CUJIVES à Toulouse, Karina BOUDAUD à Roubaix, et Dominique BUNEL à Reims). A Reims, cette délégation est complétée d'une autre à la vie nocturne, et à Toulouse cette délégation se conjugue avec le contact aux associations.

Troyes et Paris bénéficient d'un adjoint à la vie étudiante. A Paris, Didier GUILLOT est rattaché uniquement à la vie étudiante alors qu'à Troyes, Marc SEBEYRAN, Premier Adjoint, est également en charge de l'animation de la cité, de la culture, du patrimoine, des associations et de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette différence s'explique aisément par la disproportion entre Paris et Troyes. A Paris, le conseil municipal est certes composé de 163 membres contre 49 à Troyes mais surtout Paris intramuros a 2 234 105 habitants contre quelques 62 812 à Troyes avec 31 6701 étudiants pour Paris et 9 041 pour Troyes. Le seul point commun entre ces deux villes est que le pourcentage d'étudiants rapporté à la population totale est autour de 14 % pour les deux villes.

Roubaix bénéficie pour sa part d'une équipe de deux élus sur ces questions : un adjoint au développement économique et à l'enseignement supérieur, Arnaud VERSPIEREN, et une conseillère municipale déléguée s'occupant spécifiquement des questions de vie étudiante, Karina BOUDAUD.

A propos des collectivités qui n'ont pas d'élu spécifique à la « vie étudiante »

Pour les communes qui n'ont pas d'élu « vie étudiante », cette compétence peut être rattachée à :

- Un élu au développement économique (Aude BONO à Laon et Brigitte DUFOUR au Havre. Ces deux élus sont à droite)
- Un élu à la jeunesse (Catherine BACON à Tourcoing et Magali HERLEM à Lille. Ici, les deux élus sont à gauche).
- Un élu à l'Education (Nicole CHAUMONT à Brive)

Nous pouvons remarquer que les villes qui n'ont pas d'élu spécifique à la vie étudiante ont toutes moins de 10 000 étudiants, mis à part Lille, qui avec ses 60 000 étudiants fait figure d'exception.

Nous retrouvons parmi les villes qui n'ont pas d'élus spécifiques « vie étudiante » les deux plus petites villes étudiantes du panel : Brive la Gaillarde (2000 étudiants) et Laon (1200 étudiants).

Les objectifs posés par la politique de vie étudiante

Dans le questionnaire, il était proposé de définir les objectifs principaux poursuivis par la politique de vie étudiante de la collectivité, à partir de plusieurs propositions. Il fallait alors noter ces objectifs en fonction de l'importance qu'il leur était accordée. Le barème était énoncé ainsi : 0 si ce n'est pas un objectif qui a été posé, 1 pour un objectif secondaire, 2 pour un objectif important, 3 pour un objectif prioritaire.

Deux objectifs semblent faire consensus : l'amélioration des conditions de vie sur le territoire et l'ouverture de l'université sur le reste de la ville. Ces deux objectifs obtiennent une note moyenne d'importance de 2,17/3 et 2,08/3. L'objectif d'attractivité du territoire obtient une note moyenne de 1,54/3. Le fait de susciter l'intérêt économique grâce à la présence des étudiants obtient une note moyenne de 1,67/3. Enfin, le fait de faciliter l'accès à l'enseignement supérieur au plus grand nombre obtient une note de 1,25/3. Il est intéressant de noter que deux villes ont proposé un objectif supplémentaire qui n'était pas dans la liste. Rennes et Paris présentent le fait de valoriser l'engagement citoyen des étudiants comme un objectif prioritaire.

Sans grande surprise, les intercommunalités présentent le fait de susciter l'intérêt économique grâce à la présence des étudiants comme leur première priorité. Les deux villes picardes du panel (Laon et Amiens) font apparaître l'attractivité du territoire comme leur grande priorité.

Les thématiques abordées dans le cadre de la vie étudiante

Dans le questionnaire, il était proposé aux techniciens de répondre à la question suivante « quels sont les services ou manifestations dans lesquelles votre collectivité est partie prenante ? ». 13 items étaient alors proposés. Nous avons créé un tableau dans lequel il y a 14 items. Un des items proposés dans le questionnaire était « santé et social », et nous avons pu, grâce aux entretiens qualitatifs et à la présentation des projets de chaque collectivité, diviser cette catégorie en deux : les politiques d'aides sociales aux étudiants et les politiques sanitaires et de prévention santé. En bleu, dans le tableau, nous voyons les domaines où les collectivités interviennent et en jaune, les domaines où elles n'interviennent pas. Deux colonnes « total » donnent le nombre de collectivités engagées dans telle ou telle thématique et le nombre de thématiques dans lequel chaque collectivité est engagée.

Là encore, les réponses ne sont pas unifiées : par exemple, certaines collectivités (comme Laon) expliquent qu'elles interviennent dans le champ de l'accueil des étudiants alors même qu'elles ne mettent en place aucun dispositif dans ce sens. Elles peuvent partir légitimement du principe que, à partir du moment où une ville accueille des étudiants, elle mène une action (indirecte) dans le champ de l'accueil des étudiants.

Ces résultats sont donc à prendre avec précaution mais ils permettent de mesurer en partie l'implication de chaque collectivité dans le champ de la vie étudiante, et de connaître les domaines d'intervention dans lesquels les collectivités interviennent le plus souvent. Ainsi, dans le domaine de l'animation, toutes les communes interviennent, alors que dans l'accueil des étudiants handicapés, seul Paris opère une politique spécifique. En effet, l'accueil des étudiants handicapés est

souvent une compétence de l'établissement d'enseignement supérieur, et les communes interviennent dans le champ du handicap en général, sans faire de différence entre une personne handicapée *lambda* et un étudiant handicapé.

	Troyes	Roubaix	Laon	Reims	Brive	Tourcoing	Rennes (mairie)	Rennes (agglo)	Amiens Métropole	Lille (mairie)	Lille Métropole	Paris	Le Havre	Toulouse	Total
Accueil															11
Information et orientation des étudiants															11
Logement															12
Restauration															4
Transports/Déplacements/ Mobilité															9
Animation : culture, sports, vie nocturne, festivités...															13
Appui pédagogique aux étudiants et réduction de la fracture numérique															8
Politiques d'aides sociales															9
Santé, prévention des risques															7
Mobilité internationale/ Accueil des étudiants internationaux															8
Accueil des étudiants handicapés															1
Citoyenneté, soutien aux associations															12
Insertion professionnelle															3
Carte multi-services															6
Total	10	10	8	11	6	7	6	7	5	5	4	14	10	11	

B) Des budgets difficiles à comptabiliser et à comparer

L'enveloppe budgétaire à la vie étudiante : des coûts souvent minimisés

Une politique transversale pris en charge par des lignes budgétaires très différentes

Beaucoup de politiques publiques ont un impact sur la vie étudiante mais ne sont pas comptabilisées dans le budget « vie étudiante » (transports en commun, politiques culturelles...). Dans le budget « vie étudiante », sont souvent uniquement comptabilisés les événementiels spécifiques (journées d'accueil...) et les subventions aux associations étudiantes. C'est un budget qui est la plupart du temps sous-estimé.

Ainsi, Romain Cujives, élu à Toulouse m'explique comment tel ou tel projet va être affilié à la ligne budgétaire de la délégation « vie étudiante » ou à une autre ligne budgétaire :

« Question : Comment ça se passe du coup, vous avez une ligne budgétaire spécifique pour la vie étudiante ou ...

Réponse : C'est une vraie question, ça ! En fait, on a les deux ! On a à la fois une ligne budgétaire, mais qui est assez limitée, on a 60 000€ qui sert principalement pour les associations étudiantes, pour le pôle de recherche et d'enseignement supérieur, pour un certain nombre de dispositifs pour organiser la semaine d'accueil des étudiants. Mais je ne souhaite même pas avoir une ligne budgétaire très précise puisque beaucoup de dispositifs étant extrêmement transversaux, il est important pour moi qu'on ne soit pas trop limité et qu'on ne nous dise pas à un moment « stop, on a terminé pour la vie étudiante ! » Non, on a jamais fini ! On peut toujours inventer de nouvelles choses. Et par exemple, quand on a fait le Noctambus, le service de transport de nuit, c'est pas dans la délégation « vie étudiante » que cet argent est pris, bien évidemment. L'argent est pris dans la délégation des transports et par le syndicat mixte qui gère les transports. Quand on lance le Pass'Log, c'est par les services du logement. La ligne budgétaire qui est affiliée aux étudiants, elle est affiliée à la question des associations étudiantes. »

Une ligne budgétaire qui peut contenir des éléments très divers

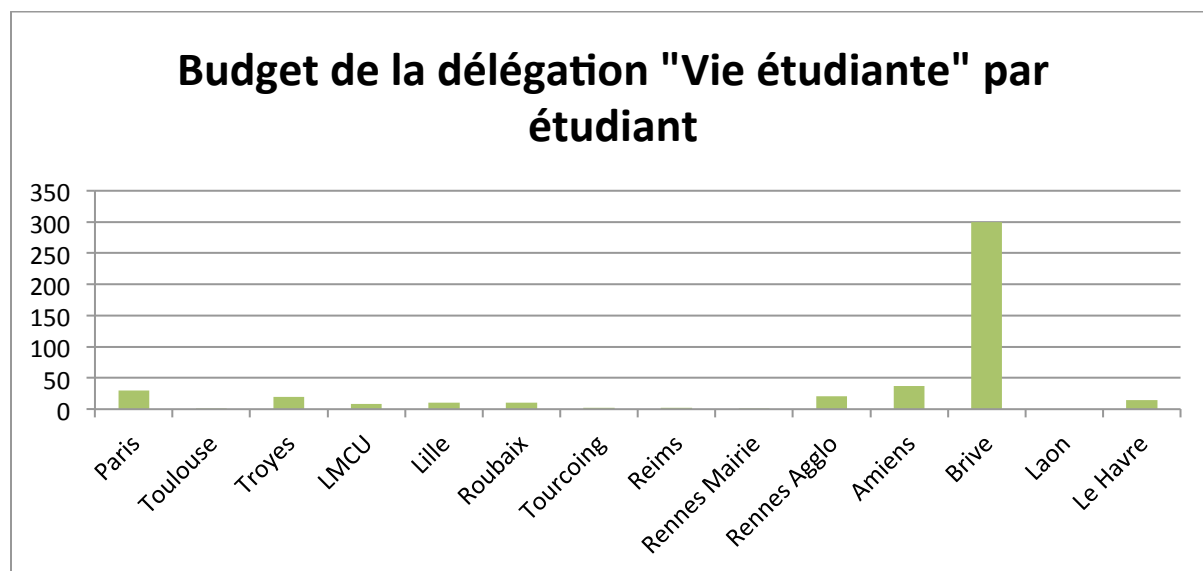
Selon les collectivités, il peut arriver que les frais de fonctionnement soient pris en compte (comme à Tourcoing ou à Paris par exemple). A Amiens Métropole, à Rennes Métropole et à Lille Métropole (LMCU), l'enveloppe budgétaire déclarée est celle allouée à la recherche et aux universités, et non à la vie étudiante. Cela ne signifie pas que les métropoles n'agissent pas dans le champ de la vie étudiante. Ainsi, le budget de 8 millions d'euros alloué par Lille Métropole au logement étudiant dans le Plan Campus est rattaché au budget « logement » de la collectivité.

A Laon, aucun budget n'est spécifiquement prévu pour la vie étudiante. Selon les projets, un budget est attribué au titre du développement économique, de la culture ou des transports, par exemple.

A Brive, l'enveloppe dite de « vie étudiante » prend en compte de nombreux postes de dépenses. En effet, lorsqu'il a été négocié qu'il y aurait une antenne de l'Université de Limoges à Brive, la Ville a dû financer une partie des dépenses dues à cette installation. Ainsi, aujourd'hui, le budget de 600 000€ annuel comprend les frais de transports des professeurs qui font la route entre Limoges et

Brive, le prêt de salles et les frais de fonctionnement administratif, les subventions aux projets tutorés et la journée d'accueil aux étudiants brivistes.

En divisant le budget de la délégation « Vie étudiante » par le nombre d'étudiants dans la ville, on obtient un graphique qui ne permet pas vraiment de comparer les collectivités entre elles, puisque les budgets attribués dans chaque ville ne prennent pas en compte les mêmes éléments.



L'enveloppe budgétaire réservée aux subventions aux associations

De fait, il est plus intéressant de se pencher sur des enveloppes budgétaires qui sont partout fléchées de la même manière. Ainsi, les collectivités interrogées ont presque toutes une enveloppe budgétaire consacrée aux subventions aux associations étudiantes. Pour pouvoir comparer les collectivités entre elles, on a rapporté l'enveloppe des subventions au nombre d'étudiants.

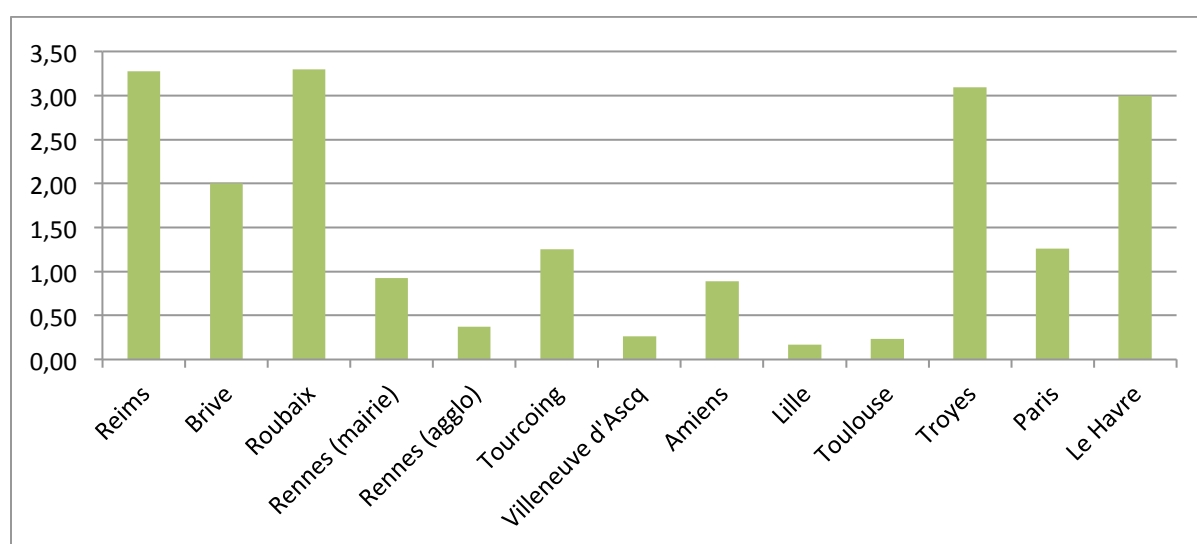
Selon les villes, les subventions aux associations ne sont pas attribuées de la même façon. A Brive et à Tourcoing, il s'agit principalement de subventions aux projets tutorés, donc celles-ci ne profitent pas forcément des étudiants organisés en associations. On dénombre deux types d'associations subventionnées :

- D'une part, il y a les associations dont les subventions sont reconduites chaque année, le plus souvent par le biais de convention. Ainsi, certaines villes, comme Rennes, ont une convention avec l'AFEV, et Reims a par exemple passé une convention avec l'association « Intercampus ».
- D'autre part, il y a des associations à qui on accorde des subventions de façon exceptionnelle, à partir d'un projet particulier. Le subventionnement de ces associations se fait parfois par le biais d'un appel à projets, comme pour les Bourses d'Initiatives Locales et de Solidarité (Bils) à Lille.¹³

¹³ Voir partie sur la citoyenneté et le soutien aux associations, p.47.

L'enveloppe annuelle déclarée par les collectivités ne donne qu'une indication imprécise des moyens alloués par les collectivités pour les associations étudiantes. En effet, assez souvent, plusieurs délégations différentes financent des projets menés par les étudiants, des associations étudiantes ou des associations œuvrant dans le champ de la vie étudiante. Par exemple, à Roubaix, l'AFEV reçoit des subventions de la part de plusieurs services : le service politique de la ville, le service éducation...

Deux collectivités n'apparaissent pas sur le graphique : Laon et Lille Métropole. A Laon, les subventions se font au coup par coup, quand les associations étudiantes ont un projet spécifique, donc il n'existe pas d'enveloppe prévue à cet effet. A Lille Métropole, aucune enveloppe n'est prévue à cet effet : il s'agit d'une compétence ville. Nous voyons d'ailleurs sur ce graphique que les enveloppes prévues dans les quatre villes étudiantes de la métropole lilloise sont très différentes les unes des autres. En effet, dans la même métropole, on retrouve les villes du panel avec l'enveloppe la plus faible (Lille : 0,17€ par étudiant) et l'enveloppe la plus importante (Roubaix : 3,55€ par étudiant) :



C) Des ressources humaines difficilement mesurables

Positionnement dans l'organigramme des ressources humaines

Pour 12 collectivités, nous avons pu déterminer le positionnement des ressources humaines dans l'organigramme. Les ressources humaines abordant la question de la vie étudiante sont rattachées à des services administratifs. A Paris, ces ressources sont complétées par une petite équipe au sein du cabinet de l'adjoint. A Paris, Troyes et Le Havre, il existe un service « vie étudiante » présent dans l'organigramme.

Dans les autres villes disposant de moyens humains spécifiques, le personnel est rattaché soit au développement économique (pour 3 collectivités, dont deux intercommunalités), soit au service jeunesse (4 collectivités). Deux collectivités se démarquent par leur originalité. A Rennes Métropole, le 1/3 temps à la jeunesse est rattaché à la direction « Proximité et cohésion sociale », tandis qu'à

Roubaix, la chargée de mission Enseignement supérieur et vie étudiante est rattachée à la direction « Rayonnement économique et culture ».

Le personnel dédié spécifiquement à la vie étudiante

La grande difficulté pour comptabiliser les ressources humaines dans le domaine de la vie étudiante dans les collectivités est qu'il s'agit d'une question très transversale traitée par « tout le monde » et finalement par « personne », dans le sens où toutes les collectivités n'ont pas de chargé de mission ou de service « vie étudiante ». De nombreux services peuvent être mobilisés : transports, logement, culture, sports, santé...

Nous avons calculé un ratio pour le personnel à la vie étudiante (1 équivalent temps plein ETP pour X étudiants):

Ville	Nombre ETP	Nombre d'Etudiants	Ratio	Classement des collectivités et des territoires les mieux dotées
Toulouse	1,43	85333	59673	9
Reims	2	27 500	13750	4
Total métropole rennaise (Ville et Métropole)	1,33	55000	41353	6
Total métropole lilloise (Villes de Roubaix, Tourcoing, Villeneuve d'Ascq, Lille et Lille Métropole)	4	124000	31000	5
Paris	7	316701	45243	8
Troyes	5	9041	1808	1
Amiens	0,5	22273	44546	7
Brive	1	2000	2000	2
Le Havre	2	10000	5000	3
Laon	0	1200		10

Pour avoir un élément comparatif raisonnable, il eut fallu disposer du nombre d'agents d'un service jeunesse qui se consacrent aux jeunes de chaque commune. Pour autant, on peut penser qu'1 ETP puisse raisonnablement s'occuper d'au plus 10.000 étudiants et ce serait seulement Tourcoing, Le Havre, Brive et Troyes qui satisfont à ce critère. Aussi, on peut penser malgré leurs efforts que toutes les autres villes consacrent moins de ressources humaines aux étudiants de leur territoire même si Roubaix et Reims ne sont pas trop éloignés des meilleurs de la classe.

Présentation de dispositifs par thématiques

1) Accueil des étudiants

A) Les accueils de rentrée

L'événement d'accueil spécifique aux étudiants est le dispositif qu'on retrouve dans le plus de communes différentes. Selon l'étude « *Vie Etudiante et Territoires, Etat des savoirs* » publié en 2007, le ¼ des villes moyennes organisaient des journées d'accueil spécifiques pour les étudiants.¹⁴

Dans l'étude menée, 11 des 13 communes interrogées organisaient ce type de journée et/ou soirée d'accueil. Dans le panel, cet événementiel n'est jamais pris en charge par l'intercommunalité.

Les modalités de ces accueils varient énormément d'une ville à l'autre :

- Trois villes organisent cet événement uniquement en soirée: soirée Welcome à Roubaix, soirée d'accueil à Lille et événement « Les Clés de Troyes ».
- Brive la Gaillarde organise son accueil en journée uniquement
- Dans 5 villes, l'accueil des étudiants fait l'objet d'un événementiel se déroulant à la fois en journée et en soirée et sur plusieurs jours: Festival Tam Tam à Rennes, Welcome Week à Reims, Welcome Day au Havre et Semaine d'accueil des étudiants à Tourcoing et à Toulouse.
- Dans 2 villes, l'accueil est plus thématique, et réservé à une catégorie d'étudiants. Il s'agit souvent des nouveaux étudiants internationaux, mais il existe d'autres types d'accueil comme celui des associations étudiantes à Villeneuve d'Ascq, ou la soirée d'accueil pour les résidents des logements CROUS à Paris.

Ces accueils qui se déroulent entre septembre et octobre. Désormais, les rentrées universitaires démarrent de plus en plus au même moment que les rentrées scolaires. C'est pourquoi ces accueils sont amenés à se dérouler plutôt en septembre qu'en octobre. Ils sont rarement rendus obligatoires, sauf à Brive pour la 1^{ère} édition, où les établissements ont souhaité rendre obligatoire la journée d'accueil.

Cet événementiel a une forte valeur symbolique. Pour beaucoup de villes, c'est la première étape et le pas indispensable pour démarrer une véritable politique de vie étudiante. La ville se considère alors véritablement comme une ville étudiante, le temps d'un événementiel. A Amiens, le Maire, Gilles Demailly, lorsqu'il m'évoque, avec regret, l'absence de véritable politique de vie étudiante dans sa ville, la question de l'accueil de rentrée des étudiants est mentionnée rapidement :

« Dans beaucoup de villes, au moment de la rentrée, il y a un vrai accueil par la ville de ses étudiants. Il y a des visites de lieux, des documents qui sont remis... Nous, on se contente d'aller à l'Université et on distribue des documents pour faire connaître nos lieux culturels. Et puis ça se limite là. Il n'y a pas une véritable structuration, il n'y a pas d'action forte à la rentrée. »

¹⁴ DOMERGUE Jean-Paul, MANIFET Christelle, et RIO François, 2007, *Vie Etudiante et Territoires, Etat des savoirs : Rapport Final*, CNOUS, OVE, p.36.

Nous allons présenter les événements d'accueil sur lesquels nous avons le plus d'information : Brive, Reims, Rennes, Troyes, Le Havre et Lille.

La journée d'accueil des étudiants brivistes (Brive la Gaillarde)

Cette journée, initiée depuis la rentrée 2011-2012 a deux objectifs :

- Faire se connaître les étudiants des différentes filières, avant l'ouverture du campus en janvier 2013 qui va réunir tous les étudiants en un même lieu
- Leur faire découvrir la ville (théâtre, musées, gymnase...)

Elle a coûté 15 000€, entièrement pris en charge par la Ville de Brive. Néanmoins, la Ville essaie de trouver des sponsors pour les prochaines éditions, afin d'optimiser les coûts. Cet événement a réuni 80% des étudiants brivistes, soit 1500 personnes. Cette très forte participation est en partie due au caractère obligatoire de cet événement.

La Welcome Week à Reims

Cette semaine d'accueil, initiée depuis la rentrée 2010-2011 poursuit deux objectifs :

- Rendre le territoire rémois attractif, notamment pour les étudiants internationaux.
- Accueillir au mieux les primo-arrivants en leur faisant découvrir les richesses de la Ville : sport, culture, patrimoine, etc.

Cette action a été mise en place par la Ville, qui, à cette occasion, fait intervenir de nombreux prestataires publics et privés : Université Reims Champagne Ardenne (URCA) ; autres établissements d'enseignement supérieur ; CROUS ; AFIJ ; FFSU ; Office de Tourisme ; Association pour l'Accueil des Etudiants Etrangers à Reims ; Entente Family Stade de Reims Athlétisme ; structures culturelles : Comédie / Manège / Conservatoire / Pellicule Ensorcelé / Cartonnerie / Opéra ; CRIJ ; Chambre Régionale d'Economie Sociale de Champagne-Ardenne ; Ligue de l'Enseignement. Les partenariats avec les entreprises et commerces du secteur permettent d'alléger le budget de la ville (pour 2011 : Gaumont /Le Gaulois / Comité Départemental de Tourisme /Elite Sécurité / Footing + / Office de Tourisme/NRJ / Star Anim / Institut Spa Michelle de France/Royez Musik / Librairie Privat / Restaurant Café de la Paix/Société Générale / Biscuits Fossier / Matsuri Restaurant / Laser Game / Charbonneaux-Brabant / Artistic /Le Colibri / Gin Pamp / Body Minute / Le Bistrot Du Forum / Le Cochon à Plumes).

L'ensemble des étudiants ont été touché en termes de communication, à travers plusieurs canaux : Programme papier ; Affiches ; Flyers ; Site internet dédié ; Facebook ; Drapeaux ; Journaux ; Serviettes CROUS floquées «Welcome Week ; diffusion dans le journal des campus de l'URCA – « Canard des Campus » ; diffusion dans la newsletter de l'école de commerce ; radio.

Ainsi, en 2011, la Welcome Week a attiré 1500 étudiants, et a coûté 25 000€, dont 20 000€ pour la Ville de Reims.

Le Festival Tam Tam à Rennes

Il s'agit d'une manifestation de trois jours à destination des nouveaux arrivants rennais âgés de 18 à 25 ans. Elle permet aux jeunes arrivants de disposer de toute l'information utile sur la ville de Rennes (logement, santé, culture, animations...) et sur les possibilités de s'engager dans la ville. Elle permet également d'accueillir plus spécifiquement les étudiants internationaux.

Il s'agit de l'événement d'accueil le plus ancien du panel, puisqu'il existe depuis la rentrée 2003-2004. Il est co-organisé avec le Centre régional information jeunesse et associe différents partenaires (services de Rennes et Rennes Métropole dans différents thématiques/ structures culturelles, socio-culturelles, sportives.. Universités, CROUS, CAF, Département, Etat (DDCSPP), Crédit Agricole..)

Pendant l'événement, de nombreux stands sont mis en place et il y a une distribution de « Sacs à Trucs », qui contiennent un carnet cadeaux (réductions et places gratuites pour le cinéma, les bibliothèques, pour les événements culturels et sportifs...), des bons plans et des guides pratiques conçus pour les jeunes nouveaux arrivants et les étudiants.

Cette manifestation coûte au total 88 500 €, dont 56 000 € sont versés par la Ville de Rennes et dont 10 500€ viennent des subventions du département d'Ille et Vilaine au titre du Contrat de Territoire fléché par la Ville sur cette action. Environ 10 000 jeunes sont touchés par l'événement chaque année, dont plus de 80 % d'étudiants.

Il a été repéré deux limites à ce dispositif par les services administratifs :

- L'articulation avec les temps d'accueil des universités et grandes écoles est à travailler afin que la notion d'accueil des étudiants sur le territoire soit perçue comme un enjeu de territoire.
- La démultiplication des stands est à éviter, au profit du sens.

Les Clés de Troyes

Les Clés de Troyes est un événement qui existe depuis la rentrée 2005-2006, et qui a lieu sur plusieurs jours. Le premier jour, l'année dernière, fut consacré à une découverte de la ville sous forme de raid urbain. Les étudiants ont également pu profiter de tarifs préférentiels pour le cinéma, le bowling, le segway et la patinoire. Les Clés de Troyes se sont terminées par une nocturne festive avec des concerts, un village associatif, des actions de prévention contre les addictions, et une soirée « dancefloor ».

Cette opération est organisée par la Ville, par l'intermédiaire de la Maison des étudiants. Elle fédère de nombreux acteurs du territoire, publics et privés, qui participent à l'organisation ou en financent une partie (préfecture de l'Aube, région, Crous, Mgel cinéma, patinoire, bowling, les musées, la Médiathèque, acteurs de santé publique...). Sur les 100 000€ de budget global, la Ville de Troyes débourse 53 000 € environ de charge résiduelle et 10 000 € de charge nette. Sur plus de 9000 étudiants présents à Troyes et l'agglomération, 5000 participent sur 3 jours. Les organisateurs espèrent que cet événement, dont la notoriété commence à dépasser les frontières du département, sera porté à terme, par les associations étudiantes.

La « Welcome Day » au Havre

La journée d'accueil « Welcome Day » au Havre existe depuis la rentrée 2011. Elle permet d'accueillir les nouveaux étudiants havrais et de montrer l'intérêt de la Ville pour ce public. C'est une occasion également pour valoriser les pratiques culturelles et sportives des étudiants. Une des originalités de cet accueil de rentrée est la mise en place d'un flash mob sur le parvis des docks, où chaque établissement portait un tee-shirt de couleur différente. Une chorégraphie a été mise en place et les invitations ont été envoyées via les réseaux sociaux.

Cet événement, qui mobilise un réseau partenarial important (tous les établissements d'enseignement supérieur havrais, les cinémas Gaumont Docks Vauban, le Centre commercial des Docks Vauban, Alliance Française...) et a attiré 3000 étudiants l'année dernière, soit 30% des étudiants havrais (dont 400 étudiants pour les olympiades, 1000 pour le flash mob et 600 pour la soirée de présentation de la vie havraise). La municipalité espère pouvoir mettre en place une « Welcome Week », de plus grande ampleur, sur plusieurs jours, pour la rentrée 2013.

La soirée d'accueil à Lille

Chaque année, depuis sept ans, une soirée d'accueil des étudiants est organisée par la Ville de Lille dans les locaux de la Gare St Sauveur (qui est une ancienne gare ferroviaire, reconvertie en espace de loisirs et d'exposition depuis 2009). Durant cette soirée, différents stands sont mis en place pour délivrer des informations pratiques aux étudiants et leur faire découvrir les différentes associations. Cette soirée coûte 20 000€ environ à la Ville chaque année. Pour l'édition 2012, un tremplin musical aura lieu, et il a été organisé en grande partie par le Conseil Lillois de la Jeunesse.

Cette soirée accueille environ 1200 étudiants chaque année. Il s'agit d'un rendez-vous incontournable pour les associations étudiantes : l'AFEV y recrutait la moitié de ses bénévoles.

B) Accueil spécifique des étudiants internationaux

La nuit des étudiants du monde : un projet d'ampleur à l'échelle nationale

Depuis dix ans, la Ville de Lyon, qui n'est pas dans notre panel, organise chaque année la « Nuit des étudiants du monde », temps fort des soirées étudiantes de la rentrée universitaire. L'objectif de cet événement est d'accueillir les étudiants internationaux et nouveaux arrivants dans la ville, grâce à une soirée étudiante et un village associatif. Pour la première fois, et sous l'impulsion de l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF), cette Nuit sera organisée simultanément dans plusieurs grandes villes universitaires de France (Paris, Toulouse, Montpellier, Lille, Nantes...) le 25 octobre 2012. Dans un contexte d'abrogation de la circulaire Guéant sur les étudiants étrangers, cet événement constitue un signal fort de la part des villes françaises, réaffirmant leur rôle d'accueil.

L'exemple de Paris et Villeneuve d'Ascq en matière d'accueil des étudiants internationaux

Chaque année à la rentrée universitaire, la Ville de Paris, le CROUS de Paris et la Cité internationale universitaire de Paris proposent un service d'accueil des étudiants étrangers. Ce dispositif, financé

par la Ville, permet aux étudiants étrangers arrivant en France de trouver au même endroit toutes les informations, et toutes les administrations nécessaires à la réussite de leur séjour : titres de séjour, logement, transports, ouverture d'un compte bancaire...

A Villeneuve d'Ascq, les étudiants internationaux sont reçus en octobre à la Mairie. Il n'y a pas de campagne de communication : une simple invitation mail est envoyée. Cette cérémonie a attiré jusqu'à 300 étudiants. Une attention particulière est portée sur ces étudiants qui ont la caractéristique de rester sur le territoire pendant le weekend et les vacances scolaires. Par ailleurs Le CROUS de Lille organise plutôt au mois de décembre un accueil spécifique pour les étudiants étrangers dans des lieux dédiés aux étudiants à Lille ou à Villeneuve d'Ascq.

2) Information

A) Mise en place de guichet unique

La mise en place de guichet unique où il est possible pour les étudiants d'avoir des réponses à toutes ses questions apparaît comme une solution adaptée sur de nombreux territoires. En effet, la rupture entre le secondaire et le supérieur est souvent très difficile. Au lycée, les futurs étudiants trouvent beaucoup d'informations sur les filières d'études, mais peu sur la vie étudiante, et il faut pouvoir pallier ce manque dès la rentrée. Cela facilite la réussite en 1ère année. Etant donné que la Maison des étudiants à Troyes a déjà évoquée précédemment, dans le rapport, nous nous attarderons sur le guichet unique de rentrée à Reims, en passe de devenir un espace permanent.

Guichet unique/Espace Etudiant à Reims

Le guichet unique de rentrée/espace étudiant à Reims est un projet mis en place depuis plusieurs années. Il est pour l'instant implanté dans un lieu qui change chaque année et qui n'est ouvert que 6 semaines par an. Il permet de faciliter les démarches administratives pour les étudiants primo-arrivants ; en particulier les étudiants internationaux. En 2011, il a permis d'accueillir et d'informer 2800 étudiants. Ce dispositif est co-organisé avec différents partenaires institutionnels (CROUS, Sous-Préfecture ; URCA ; Reims Management School ; Sciences Po ; autres établissements d'enseignement supérieur ; CRIJ ; Banques ; Citura (transports en commun) ; MGEL ; LMDE) et a coûté 20 000€ à la Ville en 2011.

B) Forums d'information pour les étudiants

Des forums d'information, sur des sujets spécifiques, comme le logement, peuvent être mis en place, comme à Troyes. A Troyes, chaque année a lieu le « Forum Logement Etudiant », qui permet de favoriser l'intégration des étudiants primo-arrivants issus de départements extérieurs dans la ville et sur le territoire. Il est co-organisé avec des partenaires privés et publics (les logeurs publics et privés, banques, assurances et mutuelles, divers services liés au logement, société de transports, CAF, CROUS, Université Reims Champagne Ardenne...) En 2011-2012, 850 étudiants avaient participé à ce forum et plus de 1000 sont attendus pour l'édition 2012-2013. Pour les prochaines éditions, il est prévu que l'offre proposée soit enrichie, en aménageant des visites de la ville dans le même temps.

Le budget total de l'opération s'élève à 40 000€ et 8000€ viennent directement de la Ville.

C) Moyens de communication – Utilisation des NTIC – Guide d'accueil...

A travers ce tableau, il est repris tous les outils de communication utilisés par les villes (les intercommunalités ne s'occupant pas de la communication auprès des étudiants, sauf Amiens Métropole qui a repris les compétences « enseignement supérieur, recherche et vie étudiante).

Il y a marqué « 1 » lorsque les villes utilisent effectivement cet outil de communication.

Ainsi, nous voyons que les outils de communication les plus fréquents sont la rubrique sur le site Internet de la Ville et la communication dans les forums d'accueil, utilisées par 9 villes sur 12. L'outil le moins fréquemment utilisé est l'application pour Smartphone, puisqu'il n'est utilisé que par Paris.

Nous voyons aussi dans le tableau que la ville de Paris est celle qui utilise la plus grande diversité de supports (neuf supports différents). Elle est talonnée par la Ville de Troyes qui en utilise 8.

Ville	Site dédié	Rubrique sur le site Internet de la Ville	Page sur les réseaux sociaux (Facebook,	Application pour Smartphone	Système de SMS automatiques	Guide papier	Forum d'accueil	Stand sur des forums étudiants	Distribution d'Objets promotionnels	Plaquette(s) d'information	Newsletter	Total
Amiens		1						1				2
Brive						1	1					2
Lille		1					1					2
Paris	1	1	1	1	1	1	1	1		1		9
Reims			1				1	1	1		1	5
Rennes		1	1		1	1	1		1			6
Toulouse		1	1							1	1	4
Tourcoing	1				1		1		1			4
Troyes		1	1			1	1	1	1	1	1	8
Laon		1								1		2
Roubaix		1	1			1	1		1		1	6
Le Havre		1	1			1	1	1				5
Total	2	9	6	1	3	6	9	5	5	4	4	

92% des étudiants se connectent sur Internet tous les jours¹⁵, il apparaît donc pertinent de communiquer vers les étudiants via Internet (newsletter, site Internet, réseaux sociaux). D'ailleurs, nous voyons dans ce tableau que les newsletters, les pages facebook et les sites Internet fonctionnent assez bien. De même, les deux villes qui ont un système de SMS automatiques (Tourcoing et Rennes), sont satisfaites des retombées :

Ville	Action de communication fonctionnant le mieux	Action de communication fonctionnant le moins bien
Amiens	Challenge	Village étudiant
Paris	Le site Internet www.etudiantdeparis.fr	Tournée des facs
Reims	Facebook	Journal papier
Rennes	Flyers, SMS, blog	//
Toulouse	Chaine d'inscription, Info sup	Facebook « Etudiants à Toulouse »
Tourcoing	SMS, soirées mensuelles	Affichage
Troyes	Page Facebook, journée d'accueil, sites dédiés	//
Roubaix	Guide, newsletter	Accueil de rentrée

3) Engagement des villes et des agglomérations dans les problématiques économiques et sociales des étudiants

A. Politiques de logement

L'intégration du campus dans la ville ainsi que les politiques de logement étudiant font l'objet d'une étude spécifique réalisée par la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU). C'est pourquoi nous n'allons pas de faire de focus sur la construction des logements en eux-mêmes.

Conjuguer engagement solidaire et logement étudiant : les KAPS (Koloc' à projets solidaires)



Les colocations à projets solidaires (Kaps) ou comment relier engagement citoyen et problématique de logement.

La colocation à projets solidaires (Kaps) est un projet proposé par l'association AFEV (Association de la fondation étudiante pour la ville). Cette association, qui a passé de nombreuses conventions avec les villes, et qui mobilise 7500 bénévoles à travers la France, a pour objectif de lutter contre les inégalités dans les quartiers populaires, en créant

du lien entre les jeunes des quartiers populaires et les étudiants.

¹⁵ BELGHITH Feres, VERLEY Elise, VOUREC'H Ronan, ZILLONIZ Sandra, *La vie étudiante – Repères*, Observatoire de la vie étudiante, Paris, Repères, janvier 2011, 24 pages.

Ce projet propose aux étudiants, des colocations qui permettent l'engagement solidaire. À chaque projet social développé sur un territoire correspond une colocation étudiante. L'idée est de mettre en place des projets pour créer ou renforcer des activités solidaires dans les quartiers en y développant des actions autour de l'éducation, de la santé, de la culture, du développement durable...

Trois villes du panel ont vu ce projet se développer sur leur territoire et le soutiennent: Toulouse, Paris et Rennes. A Brive la Gaillarde, un KAPS va se mettre en place dans les prochaines années également. Au moment de l'enquête, ce projet était au stade de la réflexion. L'élus à la vie étudiante de Paris n'a pas évoqué ce projet dans l'entretien.

Romain Cujives, élu à Toulouse, apprécie le fait de pouvoir donner un sens à la politique de logement étudiant grâce à ce projet :

« Nous on a la spécificité de réutiliser des logements communaux : ce sont des anciens logements d'instituteurs. C'est un projet superbe ! Enfin, on met un peu de sens dans tout ça. On se pose. C'est la fin de la dictature de l'instant où on doit toujours aller vite, ne pas prendre le temps de réfléchir... On fait des projets qui répondent à une urgence. Là, on a un projet qui donne un peu de sens. »

Les aides financières par les Villes : l'exemple de Toulouse et de Paris

Le Pass Log à Toulouse

Le Pass Log est une avance du premier mois de loyer, proposée par la Ville de Toulouse. Ce dispositif a été mis en place afin de réduire l'accumulation des frais de rentrée des étudiants. Le Pass-Log est une avance de trésorerie, d'un montant maximum de 500 €, remboursable à raison de 10 € minimum par mois, sans intérêt ni frais de dossier, à partir du 3e mois suivant son attribution.

Auparavant, il n'était réservé qu'aux étudiants boursiers, mais sur proposition du Conseil de vie étudiante, il a été ouvert à tous les étudiants, âgés de 18 à 26 ans sans condition de ressources. Pour pouvoir en bénéficier, les étudiants doivent être inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur sur l'agglomération, et avoir signé un bail d'habitation sur la commune de Toulouse dans le parc privé ou public. Ce dispositif coûte chaque année 500 000€ à la Ville.

Le dispositif AILE (Aide à la première installation dans un logement étudiant) à Paris

Le dispositif AILE a été mis en place par la Ville de Paris depuis mi-avril 2012. Il s'agit d'une aide forfaitaire de 900 euros à destination de tous les étudiants parisiens boursiers afin qu'ils accèdent à leur premier logement dans le parc privé.

Il a été évalué que ce dispositif coûterait environ 200 000€ par an à la Ville.

B. Les politiques sanitaires et sociales

Les actions de prévention : l'exemple de l'événement « fêtons plus, risquons moins » à Toulouse

La question de l'alcoolisation des jeunes inquiète les collectivités, et très souvent, la question de la santé des étudiants est pensée à travers cette problématique. Même si les jeunes de 20 à 25 ans, selon une enquête de l'INPES de 2005, ne boivent pas plus que leurs aînés, ils boivent en plus grande quantité. En effet, lors de la dernière consommation les hommes entre 20 et 25 ans avaient consommé 3,6 verres en moyenne, contre 2,6 pour les hommes, tout âge confondu. On retrouve la même proportionnalité chez les femmes : 2,3 verres pour les 20-25 ans, contre 1,8 pour les femmes tout âge confondu.¹⁶

Ce constat a amené des territoires à s'engager dans la lutte contre l'alcoolisation des jeunes. La Nuit des 4 jeudis à Rennes avait d'ailleurs été lancée avec la volonté de limiter la consommation des jeunes, en leur proposant des soirées sans alcool suite à des débordements sur l'espace public.

Souvent, ce sont les préfetures qui mettent en place les projets de campagne de sensibilisation aux risques liés à l'alcool, et elles délèguent. Mais il arrive, comme à Toulouse, que la Ville coordonne ce type d'action. Le dispositif « Fêtons plus, risquons moins », reconduit depuis 2 ans est conduit par la Ville de Toulouse, coordonné par son service communal d'hygiène et de santé, en partenariat avec l'ANPAA (Association Nationale en Prévention en Alcoologie et Addictologie), l'association Aides (Association de Lutte contre le Sida), la préfeture et l'ARS (Agence Régionale de Santé).

Ce dispositif a été mis en place avec l'idée que Toulouse doit rester une ville festive, mais dans le respect du voisinage. La police s'occupe de la sécurité, mais la Ville a une responsabilité en matière de tranquillité des habitants. Cette action se situe en parallèle de la création en 2009 de l'Office de la tranquillité, qui est un standard municipal disponible 24h/24 et 7 jours/7.

L'accès à l'épicerie sociale à Brive

L'épicerie sociale est accessible à tous les brivistes en grande difficulté financière, est elle est ouverte aux étudiants depuis 2012. C'est la direction des affaires sociales qui s'occupe du financement de cette épicerie. Pour l'instant, la Ville n'a pas de recul sur ce dispositif. Selon l'élue briviste, Nicole Chaumont, il y aurait assez peu d'utilisateurs étudiants de cette épicerie mais les chiffres qui sortiront en fin d'année permettront de se faire une idée plus claire de l'ampleur de la précarité étudiante.

Il s'agit d'une démarche différente de l'association FAGE (Fédération des Associations Générales Étudiantes) qui monte des épiceries solidaires spécifiques pour les étudiants.

¹⁶ Baromètre santé 2005, Attitudes et comportements de santé, INPES et l'Observatoire français des drogues et des toxomanies (OFDT)

Les bourses communales

Deux villes du panel ont mis en place des bourses communales pour leurs étudiants. Il s'agit de deux villes qui ont un taux de pauvreté local supérieur à la moyenne. Le taux de pauvreté local est un nouvel indicateur qui a été calculé par le cabinet d'études « Le Compas ». Il correspond au pourcentage de ménages qui, dans une ville donnée, perçoivent moins de 60 % du revenu médian national après prestations et avant impôts (soit 954 euros). Alors que le taux de pauvreté médian dans les 100 plus grandes villes françaises s'établit globalement à 21%, Roubaix affiche un taux de 46%, et Troyes, un taux de 26%.¹⁷

A Roubaix

A Roubaix, depuis 1965, il existe une bourse communale destinée à aider les roubaisiens dans leur vie étudiante. Au démarrage, ce dispositif était accessible dès le bac+1. Aujourd'hui, il faut remplir un certain nombre de critères : être au moins à bac+2, être boursier (mais pas à l'échelon zéro), habiter Roubaix, être inscrit sur les listes électorales, et étudier dans le Nord-Pas de Calais.

La bourse est versée en une fois en mars. Elle correspond à 200€ pour les boursiers à échelons 1 et 2, à 300€ pour les boursiers échelons 3 et 4, et à 400€ pour les boursiers échelons 5 et 6. Le budget de la ville pour financer cette opération se situe entre 50 000€ et 74 000€ selon les années, et concerne entre 200 et 300 étudiants.

La nouveauté pour la rentrée 2012-2013, c'est qu'il faut effectuer un engagement citoyen dans un équipement roubaisien (CCAS ou centre social), à raison de trois séances sur six mois, pour bénéficier de cette bourse. Cette clause a été ajoutée parce qu'il y avait un besoin important en matière d'accompagnement scolaire, et pour encourager les jeunes à s'engager en milieu associatif.

A Troyes

A Troyes, il a été mis en place depuis de nombreuses années des « bourses municipales à caractère social et d'attractivité régionale », qui sont des bourses de soutien à la poursuite d'études dans le supérieur, au titre de chaque rentrée universitaire.

L'étudiant, pour bénéficier de cette bourse, doit répondre à 6 critères :

- 1) L'étudiant réside à Troyes depuis au moins un an
- 2) L'étudiant est inscrit dans une filière d'études à Troyes, ou en région si la formation n'existe pas à Troyes, ou en France si la formation n'existe pas en Région
- 3) L'étudiant ne fait pas d'études en alternance ou de stage rémunéré
- 4) L'étudiant n'est pas redoublant et n'a pas changé de filière
- 5) La famille ne paie pas d'impôt sur le revenu
- 6) L'étudiant bénéficie de bourses sur critères sociaux ou bourses régionales

¹⁷ « Pauvreté, en finir avec la politique de l'autruche », Par S. Le Gall, Publié le 23/07/2012, *La Gazette des communes*, <http://www.lagazettedescommunes.com/123564/pauvrete-en-finir-avec-la-politique-de-lautruche-2/>, page visitée le 21 août 2012.

200 étudiants bénéficient chaque année de cette bourse, à hauteur de 500€ par an. 100 000€ sont dépensés chaque année par la Ville dans ce cadre.

C. Politiques de transports

Dans les villes étudiantes, les transports en commun sont pensés pour les étudiants, avec des dessertes proches des lieux d'études et de vie. Mais nous ne pouvons pas estimer qu'il s'agit là d'une politique de vie étudiante. Par contre, il semble que la mise en place de lignes de nuit est spécifiquement pensée pour les étudiants. En effet, que ce soit à Lille ou à Toulouse, ces lignes ne fonctionnent que de septembre à juin et les jeudis, vendredis et samedis soirs, c'est-à-dire, pendant les fêtes étudiantes.

L'objectif de ces lignes est de sécuriser les parcours des jeunes, évitant ainsi qu'ils reprennent leur voiture en état d'ivresse, ou pose problème sur la voie publique. Ainsi, Sébastien Costeur, élu à la Ville de Villeneuve d'Ascq explique que cette ligne permet *« d'éviter de voir revenir le soir tard à pieds des jeunes étudiants et surtout des jeunes étudiantes qui traversent Lille pour rejoindre Villeneuve d'Ascq »*, alors que Romain Cujives, élu à Toulouse évoque le même type d'argument : *« [le Noctambus] permet aux jeunes de rentrer chez eux au lieu de vagabonder dans la rue »*.

D. Sports et culture

Les politiques sportives

Les sports sont restés, en grande partie, une compétence universitaire. Mais il arrive, dans un esprit de mutualisation, que les équipements sportifs de la commune soient ouverts aux Universités, et que les équipements sportifs universitaires soient ouverts aux habitants de la Ville.

Ainsi, à Villeneuve d'Ascq, les salles de sports de l'Université Lille 3 (les ESUM) appartiennent à la Ville, et des équipements sportifs municipaux (8 salles) sont utilisés pour partie par l'Université. L'élue à la vie étudiante, Sébastien Costeur, espère que, dans les prochaines années, la Ville arrivera à faire le lien entre la politique sportive municipale et la politique sportive universitaire :

« Quelque chose qu'on n'a pas encore commencé, c'est le lien entre la vie sportive villeneuvoise, et la vie sportive étudiante. On est une des villes les plus sportives de la métropole. On a été élue ville la plus sportive de France à une époque. Mais par contre, derrière, l'intégration sportive est un chantier qu'on doit trouver. »

Les politiques culturelles

Les étudiants bénéficient des équipements culturels du territoire, comme n'importe quel habitant. Cependant, ils bénéficient désormais de tarifs préférentiels dans de nombreux musées, théâtres ou cinémas. Certaines villes peuvent mettre en place un Pass'Culture, mais ce n'est pas le cas pour les collectivités du panel.

Bien souvent, la première étape d'une politique culturelle étudiante est la constitution d'un festival annuel, permettant de mettre en valeur les pratiques des étudiants, comme à Paris avec le festival « Ici et Demain ». A Rennes, la Nuit des 4 jeudis est un rendez-vous plus régulier puisque 25 à 27 événements sont organisés chaque année. Mais pour Rennes, cette opération n'est pas forcément axée sur la culture, mais peut être axée également sur la convivialité ou le sport.

Le festival « Ici et Demain » à Paris

Le festival artistique étudiant « ICI ET DEMAIN » permet depuis 2004 à de nombreux étudiants engagés dans des pratiques artistiques amateurs (spectacle vivant, arts plastiques, musique et cinéma) d'aller à la rencontre du grand public parisien.

Pendant deux semaines, tous les spectacles proposés sont gratuits et ont lieu dans des salles parisiennes assez réputées.

La Nuit des 4 jeudis à Rennes

Depuis 2004, la Nuit des 4 jeudis ont lieu 4 jeudis soirs par mois, hors vacances scolaires, et 4 vendredis veille de vacances scolaires par an. C'est la possibilité pour les jeunes de 16-25 ans d'organiser et/ou de participer à des soirées gratuites, festives et décalées. Par exemple, il est prévu une « Nuit de la Spéléo » prochainement qui permettra aux jeunes de visiter les entrailles des équipements culturels de la ville avec du matériel de spéléologie. Ce sont des espaces de loisirs conviviaux, sportifs ou culturels, sans débit de boissons alcoolisées. Ce sont des temps de rencontres, de fête mais aussi de calme, dans des équipements du centre-ville, dans les équipements de quartiers, dans les équipements sportifs et culturels, sur des horaires décalés, entre 21/22h et 1/2h du matin.

Les 16-25 ans sont le public ciblé. Ces soirées sont très majoritairement fréquentées par les étudiants (à 80%). Elles sont co-organisées avec des partenaires associatifs, permettent de soutenir les initiatives des jeunes et de les valoriser, de proposer de nouvelles formules pour accompagner les jeunes dans la vie nocturne, et de travailler sur une prévention non paternaliste mais au contraire, qui responsabilise. Le coût de fonctionnement s'élève entre 300 000 et 330 000€ pour financer entre 25 et 27 nuit. La Ville engage pour sa part 280 000€.

E. Vers une démarche de cartes multi-services ?

Plusieurs villes et agglomérations du panel ont mis ou sont sur le point de mettre en place une carte multi-services pour les étudiants (Reims, Rennes, Lille, Toulouse, Troyes et Paris). A Toulouse, Paris, Lille, et Reims, la carte étudiante multi-services est déjà en place. Pour l'instant, elles permettent rarement d'accéder à des services de la Ville ou de l'agglomération, mais comme elles attestent du statut étudiant, elles permettent d'obtenir des réductions sur de nombreux services et équipements municipaux ou communautaires (musées, piscines, théâtres, transports en commun...)

Ce type de carte permet de faciliter la vie des étudiants, mais cela reste très compliqué à mettre en place. Il arrive fréquemment qu'il ne soit pas possible de mettre sur la carte autant de services que prévu. Ainsi, Claire Pécqueux, chargée de mission « carte de vie quotidienne » à Lille Métropole explique :

« On s'est rapproché également des universités, mais les universités étaient sur le point de mettre en place la carte étudiante multi-services. De plus, elles ne voulaient pas d'une carte avec le logo

de Lille Métropole à la place du logo de l'Université. C'était surtout une question d'image. Les Universités voulaient leur logo. Donc, la carte multi-services nécessite une organisation très lourde, mais finalement la barrière la plus difficile à franchir est celle de la communication, de l'image. »

Faustin AÏSSI, l' élu délégué à la Recherche et aux Universités a une lecture plus nuancée des deux parties, Universités et Lille Métropole :

« Le CROUS avait commencé par expérimenter une carte multi-services à l'Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO) à partir de la carte d'étudiant avec accès à la restauration, bibliothèque puis l'a étendue à toute l'académie. Ces fonctions ont été étendues sur le campus de Lille 1 à Villeneuve d'Ascq au logement avec accès à sa résidence universitaire. Informé de l'existence d'une CVQ entre 13 communes de Lille Métropole devant prendre en compte transport, sport, culture (cinéma, spectacles, théâtres, concerts, musée etc.), cantine avec la gestion des différents achats de tickets de restauration et autres accès à des services comme les piscines, centres aérés, j'ai souhaité un couplage entre les deux cartes ne serait-ce que sur les transports, culture, sports et piscines. Certes, un tel type de carte nécessite une organisation lourde et l'université souhaite y avoir son logo mais la difficulté principale vient de la vice-présidence « Transport » de Lille Métropole qui non seulement ne peut imaginer avoir d'autres fonctions sur ce type de carte mais surtout ne peut pas en être l'unique porteuse ».

C'est pourquoi cette carte étudiante multi-services n'a pas pu être couplée avec la carte multi-services de mobilité (Pass Pass) qui permet de voyager sur de multiples réseaux de la région Nord-Pas de Calais, comme cela était prévu à la base.

L'autre difficulté de ce type de carte est de savoir à quelle échelle il est le plus pertinent de les déployer. Par exemple, dans le Nord-Pas de Calais, la carte étudiante multi-services s'est déployée à l'échelle du PRES. A Paris, elle s'est déployée à l'échelle de la région Ile de France. A Troyes, cette carte est en projet à l'échelle de la commune, et elle est également discutée à l'échelle de la Région.

4) Citoyenneté et accompagnement des projets étudiants

A. La concertation avec les étudiants

Dans une visée managériale, l'association des étudiants et des partenaires « historiques » (CROUS, universités...) aux décisions les concernant permettrait de produire de meilleures décisions, selon les théoriciens de la démocratie participative :

« Ces démarches reposent sur l'idée qu'une gestion rapprochée des services urbains et travaillant avec les habitants serait plus efficace car mieux adaptée aux spécificités des populations et des territoires concernés. Elles s'accompagnent du principe de transversalité (...), selon lequel une gestion articulée, globale, élaborée et conduite à l'échelle d'un territoire

déterminé, devrait prendre le pas sur les modes d'intervention verticaux et parcellisés portés jusqu'alors par les administrations publiques »¹⁸

Cette concertation peut avoir lieu de façon informelle ou détournée, ou de façon formalisée, par l'intermédiaire d'un Conseil de vie étudiante.

La possibilité de mettre en place une concertation sans instance spécifique officielle

Une concertation avec les étudiants peut avoir lieu sans dispositif de Conseil de Vie étudiante:

- A Tourcoing, une instance informelle réunit chaque mois une centaine d'étudiants
- A Rennes : un groupe de travail réunit le monde universitaire, le secteur associatif et étudiant, Rennes Métropole et la Ville de Rennes pour travailler sur 3 thématiques : la santé, les loisirs et l'engagement
- A Reims, le forum de la vie étudiante (FVE) est organisé avec une vingtaine de représentants étudiants, 3 fois par année universitaire, pour discuter des grands sujets de la qualité de la vie étudiante en ville et sur les campus
- A Brive, les étudiants sont associés de manière informelle dans le montage de certains projets. Par exemple, ils aident à trouver des financements pour la journée d'accueil.
- A Lille, à Tourcoing et à Amiens, le conseil de la jeunesse reprend en partie les questions de vie étudiante

Les conseils de vie étudiante de Toulouse et de Paris

Des conseils de vie étudiante ont été mis en place dans quelques villes étudiantes en France: Paris, Toulouse, Nancy, Bordeaux... Deux villes du panel (Paris et Toulouse) bénéficient donc de ce type d'instance, qui témoigne d'une prise de conscience importante du « fait étudiant ».

Organisation de l'Etudiant de Paris Conseil

Didier Guillot, adjoint au Maire de Paris, chargé de la vie étudiante, m'explique lors de l'entretien que :

*« La plus belle réussite de ce conseil, c'est qu'au départ, tout le monde s'interrogeait sur la manière dont les propositions du Conseil allaient être reprises par la Ville. Mais moi, ce qui m'intéressait, ce n'était pas que la Ville de Paris reprenne les propositions mais que les **vrais acteurs** de la vie étudiante les reprennent eux »*

La démarche de cette instance consultative est donc de faire émerger des solutions pour améliorer la vie des étudiants sur le territoire parisien, sans pour autant faire automatiquement intervenir la ville de Paris.

¹⁸ BACQUE Marie-Hélène, REY Henri, SINTOMER Yves, (dir.), 2005, *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, p.25

Cette commission consultative a été créée en 2001, puis elle a été relancée de Didier Guillot en 2009 avec un changement de nom : on est passé du Conseil parisien de vie étudiante à l'Etudiant de Paris Conseil. Ce changement de nom a permis d'unifier la communication de la ville de Paris auprès des étudiants : le site Internet, le guide d'accueil et le conseil consultatif portent le nom d' « étudiant de Paris ».

Ce changement de nom est aussi le résultat d'un changement de méthode de consultation. Désormais, le débat est ouvert plus largement aux internautes via le site Internet « Etudiant de Paris » et les réseaux sociaux. La grande difficulté aujourd'hui pour Paris est de réussir à attirer les étudiants à participer au débat via ces réseaux.

Chaque année universitaire, le conseil se saisit d'un thème en septembre et remet des propositions à la fin de l'année universitaire. Des séances publiques ont lieu pendant le cycle de débat. En 2011-2012, le thème était: « Les Temps étudiants dans Paris Ville Campus ». Ce débat a donné lieu à une remise de 50 propositions dans un rapport détaillé.

Organisation du Conseil de vie étudiante de Toulouse

Romain Cujives, conseiller municipal à la Vie Etudiante à Toulouse, me dit, à propos du Conseil de vie étudiante :

« Cette ville avait été construite sans dialoguer, sans échanger avec les citoyens. On trouvait qu'il n'y avait pas assez de démocratie locale. Du coup, la première action que j'ai menée, c'était de créer le Conseil de la Vie étudiante, qui a vocation à trouver ce dialogue »

Créé en 2008, le CVE se réunit deux fois par an, en présence du maire et/ou de l'élus délégué. Le comité d'animation, représentatif de la vie étudiante (élus du CROUS, VPE...) se réunit tous les mois. Les commissions de travail se réunissent 2 fois par an. Le CVE est composé du comité d'animation et de quatre commissions thématiques de travail :

- Vivre autonome
- Être solidaire
- Accueil des étudiants étrangers
- Se divertir (sports/cultures)

A Toulouse, il n'y a pas de ligne budgétaire pour la mise en place de ce conseil consultatif. Les frais de convivialité et de communication n'ont pas été pris en compte jusque là, ce qui fait qu'il était indispensable d'activer des lignes budgétaires d'autres directions à chaque fois. Cette exigence logistique va normalement être prise en compte dès 2013.

L'autre écueil de ce conseil est que les participants sont essentiellement issus des facultés du centre-ville de Toulouse (facultés de droit et facultés scientifiques). Il y a une sous représentation des étudiants de Toulouse le Mirail, la faculté des sciences humaines et sociales.

Comparaison entre les conseils de vie étudiante de Toulouse et de Paris

Etudiant de Paris Conseil		Conseil de la vie étudiante de Toulouse
Objectifs poursuivis	Faire émerger des propositions permettant de mettre en place une politique de vie étudiante parisienne proche des attentes des étudiants	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les problématiques liées aux étudiants • Donner la parole aux étudiants • Associer les étudiants à la concertation et leur présenter les actions municipales les concernant
Composition du conseil	28 membres de droit : 7 élus étudiants au CROUS de Paris, 8 Vice Présidents Etudiants des universités, Un représentants de chaque syndicat, de mutuelles et d'associations, + possibilité pour les étudiants « lambda » de donner leur avis via le blog et les pages Facebook et Twitter	Comité d'animation avec : Les vices présidents étudiants des universités, 1 représentant du PRES, les 7 élus au conseil d'animation du CROUS, 1 représentants des 2 mutuelles étudiants. Tous les étudiants de la ville peuvent participer aux réunions de travail du Conseil de la Vie Etudiante
Moyens techniques mis à disposition	Prestataire qui s'occupe de la préparation et de l'animation des débats publics (les débats restreints du Conseil sont animés par le cabinet de l'élu), et de l'élaboration du rapport final	Flyers, kakémono
Moyens humains mis à disposition	1 personne au cabinet qui est en relation avec le prestataire (0,33ETP) + Personnalités qualifiées présentes aux débats (urbanistes, personnels des universités et de la ville)	1 animateur à mi-temps (rédacteur territorial)
Budget total du dispositif	50 000€ en frais de fonctionnement par an	Pas de ligne budgétaire spécifique. Activation des lignes budgétaires d'autres directions selon besoins
Exemples de projets impulsés par le Conseil	<ul style="list-style-type: none"> • Création du Festival Artistique étudiant « Ici et Demain » • Service d'accueil des étudiants étrangers • Forum des jeunes diplômés de la Ville de Paris, forum logement du CROUS, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture du Pass'Log à tous les étudiants toulousains (avance du 1er mois de loyer) • Modalités de mise en place du Noctambus
Nombre de participants	28 (les membres de droit)	En 2011 : Groupe de travail : une vingtaine; Assemblée plénière : une cinquantaine
Restitution des travaux	<ul style="list-style-type: none"> • Blog « Etudiant de Paris Conseil » • Rapport écrit 	Compte rendu envoyé aux participants.

Points positifs du dispositif	Emergence des problèmes les plus importants de la vie étudiante	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination entre la ville de Toulouse et les étudiants • Impact sur le processus de décision
Limites du dispositif	<ul style="list-style-type: none"> • Réussir à trouver les moyens financiers pour mettre en place les propositions du Conseil • Faire participer les internautes au débat 	Problème de représentativité : Etudiants déjà engagés et surtout issus des Universités du centre-ville toulousain
Projets/ perspectives	Progresser de façon continue dans le caractère représentatif du Conseil	<ul style="list-style-type: none"> • Développer la diversité du public présent = présence sur les chaine d'inscription, pendant la semaine d'accueil, démarche vers les étudiants salariés de la ville pendant les vacances. • Organisation d'une saisine sur la santé et la prévention en direction des étudiants. • Information sur la monnaie alternative Sol violette

B. Accompagnement des associations

Les appels à projets

Les BILS (Bourse d'Initiative Locale de Solidarité) à Lille

Les BILS ont été mises en place en 2010 par la Ville de Lille. Ils ont été instaurés dans le but de valoriser les initiatives prises directement par les jeunes qui leur permettent de réaliser un projet individuel ou collectif sans passer, obligatoirement par la voie de l'association. Les jeunes sont ainsi incités à mener des projets de solidarité dans la ville, ce qui permet d'ouvrir les étudiants sur le reste de la ville. La Ville réussit par ce biais à créer des liens avec les réseaux de solidarité estudiantins.

5-6 étudiants en moyenne portent chaque projet, et entre 12 et 15 projets étudiants par an subventionnés, ce qui correspond à 75 étudiants subventionnés. Les subventions tournent mais il arrive que certaines associations soient subventionnées de façon récurrente. En moyenne, chaque projet reçoit 1000€ de la part de la Ville, ce qui correspond à un budget annuel total d'environ 10 000€ environ, sachant que le CROUS abonde cette enveloppe de 10 000€ également.

La limite de ce type de dispositif, selon l'élue Magali Herlem, est que certains projets n'entrent pas dans les compétences de la Ville, ce qui peut obliger la collectivité à refuser des subventions alors même que le projet avait un intérêt.

Tourcoing Talent Jeunesse

Dans le cadre de l'opération « Tourcoing Talent Jeunesse », les jeunes de moins de 30 ans concourent pour se faire financer un projet dans un des quatre domaines suivants : arts et culture, citoyenneté, solidarité internationale et économie. Pour les trois premiers domaines, les vainqueurs reçoivent 4000€ et pour les jeunes créateurs d'entreprises, ils peuvent gagner 1500€.

Cette opération marche assez bien auprès des étudiants :

« 30% des projets qu'on a financé dans le cadre du Tourcoing Talent Jeunesse, c'était des étudiants qu'on a accompagné. » (Catherine BACON, élue)

Appui aux initiatives locales au Havre

L'objectif de ce dispositif, qui existe depuis 2011, est d'accompagner toutes les initiatives étudiantes qui permettent d'animer, de promouvoir et de valoriser la Ville du Havre. Avec une enveloppe annuelle de 9 800 euros, ce dispositif permet de faire connaître à l'ensemble de la population quelques actions menées par les étudiants.

Entre septembre 2011 et septembre 2012, une vingtaine de projets ont pu être subventionnés, suite à une sélection rigoureuse basée sur plusieurs critères :

- Les projets doivent être « innovants », et se situent plutôt dans le champ de l'animation
- Ils font la promotion de la Cité
- Ils sont accompagnés par les établissements
- Les étudiants sont organisés en association

Le Challenge Amiens Campus

Le Challenge Amiens Campus existe depuis 2009-2010, et il est organisé par la communauté d'agglomération d'Amiens, en partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur et le réseau de la création d'entreprise. Il a permis de sensibiliser les étudiants à la création d'entreprise, de rendre visible Amiens Métropole dans le champ de l'Enseignement Supérieur et de détecter les projets intéressants. Une trentaine d'étudiants participent à ce challenge chaque année. Le dispositif est malheureusement encore lent à se déployer largement sur la population étudiante car le processus reste long (6 mois) et nécessite un investissement certain de la part des étudiants.

Les objectifs poursuivis à travers cet appel à projet annuel auprès de l'ensemble de la communauté étudiante d'Amiens Métropole sont multiples :

- valoriser et récompenser les idées originales,
- sensibiliser à l'entrepreneuriat et à la création d'activité,
- créer un événement commun à tous les étudiants que compte l'agglomération,
- favoriser les échanges entre étudiants d'établissements différents ou étudiants de disciplines différentes.

L'enveloppe annuelle s'élève à 8 500 € hors coûts d'impression des affiches et flyers.

Les structures d'accompagnement aux associations étudiantes

La Maison des Initiatives étudiantes et le Labo 13 à Paris



La Maison des Initiatives Etudiantes et son antenne le Labo 13 sont un soutien logistique, méthodologique et intellectuel à toutes les associations étudiantes parisiennes porteuses de projets. La MIE a été créée en 2002. La Ville est partie du constat qu'il n'y avait aucune maison des étudiants dans les

universités à Paris intramuros. La Ville a finalement pris une compétence plutôt réservée aux Universités, et finance entièrement les frais afférent à ces installations, qui s'élèvent à 100 000€ annuel, sans compter les frais de personnel (60 000€ en fonctionnement et 40 000€ en investissement).

Ces deux structures sont ouvertes à toutes les associations loi 1901, majoritairement composées et dirigées par des étudiants (les cartes d'étudiants sont vérifiées chaque année), et dont l'action se déroule, même partiellement, sur le territoire parisien. Les porteurs de projets individuels ou les associations en cours de création peuvent s'inscrire à la MIE et bénéficier d'un accompagnement.

220 associations sont inscrites à la MIE et 3 d'entre elles ont un statut d'associations résidentes (Radio Campus Paris, AnimaFac et AFEV). Chaque année, 40% des associations sont renouvelées.

La Maison des initiatives étudiantes est ouverte du lundi au vendredi de 10h à 22h, et le samedi de 9h à 19h. Pour la maison centrale, il s'agit d'anciens locaux d'une maison de disque. Dans ces locaux, on retrouve une salle informatique, des salles de réunion, une salle de montage vidéo, les locaux de « Radio Campus Paris », une salle de répétition, deux galeries pour les expositions. Cette maison propose des formations gratuites tout le long de l'année, et permet de bénéficier d'une boîte aux lettres. Tout y est gratuit : le téléphone, Internet, le local, les photocopies...

Le Labo 13, est une antenne de la Maison des Initiatives Etudiantes. Elle a été implantée en 2011 dans le 13^{ème} arrondissement au cœur du quartier universitaire Paris Rive Gauche dans le but d'aider les étudiants à s'intégrer dans cette « ville campus ».

Ces équipements ont permis de créer un réseau associatif dans le milieu étudiant. Les associations résidentes participent activement à l'animation de ces lieux. AnimaFac organise des formations pour les associations de la MIE, Télésorbonne accompagne les projets audiovisuels, Radio Campus Paris met en valeur les initiatives des associations étudiantes...

La plus grande difficulté pour la Ville est de réussir à être au plus près des attentes des associations. Par exemple, elles ont demandé une ouverture de cette Maison tout le weekend, ce qui pose des problèmes au niveau du personnel.

Comme ces équipements fonctionnent bien, une nouvelle Maison des Initiatives Etudiantes va ouvrir sur le Campus Condorcet Porte de la Chapelle en 2016.

La Station – Maison de la Jeunesse et des étudiants à Tourcoing



La Station – Maison de la Jeunesse et des Etudiants a ouvert ses portes à la rentrée 2012 dans des locaux situés proche de la Mairie. Il s'agit d'un lieu multifonctionnel pour les jeunes et les étudiants, dont un des objectifs est l'accompagnement aux projets associatifs. La Station est composée de plusieurs pièces: une cyberbase avec 8 postes informatiques avec une aide à la réalisation de CV et de lettres de motivation, une salle d'exposition et de conférence avec vidéo-projection et des petits salons. Dans la Station, le service « Jeunesse » se met à la disposition des jeunes pour les aider dans leurs projets (artistiques, humanitaires, d'entreprise...). Comme l'a précisé Catherine Bacon, élue à la jeunesse et à la vie

associative à Tourcoing : « *C'est un lieu qui va se modifier et évoluer, en fonction des projets des jeunes.* »

Conclusion

Nous avons pu voir à travers cette enquête que les villes et les communautés intervenaient désormais de façon importante dans le champ de la vie étudiante. Plusieurs raisons à cette implication peuvent être invoquées :

- La politique de vie étudiante apparaît, pour beaucoup de villes, comme un complément de la politique « jeunesse », dans la mesure où les étudiants sont avant tout des jeunes et ont souvent les mêmes besoins que ceux-ci.
- Les étudiants sont également des consommateurs et des acteurs de la vie locale, et c'est pourquoi la vie étudiante peut être perçue comme un atout pour l'économie et un facteur de dynamisation de la vie économique, culturelle, commerciale, associative ou encore sportive d'une ville.
- De plus, certaines déclinaisons de la politique de vie étudiante peuvent aussi être une manière de rendre les études supérieures plus accessibles pour les jeunes les plus démunis, à travers les bourses communales, les politiques d'accès au logement, ou plus simplement, le maintien des établissements d'enseignement supérieur de proximité.
- Enfin, dans certaines villes, les acteurs « traditionnels » de la vie étudiante (CROUS et établissements principalement) ne parvenaient pas à répondre qualitativement ou quantitativement aux attentes des étudiants sur le territoire et ce sont les communes et les intercommunalités qui sont intervenues.

Ce qui interpelle dans les actions des communes et des communautés, c'est leur diversité, d'où la difficulté de les comparer entre elles. Cette diversité se retrouve à plusieurs niveaux. Les moyens humains et financiers déployés ne sont pas proportionnels, ni à la taille de la collectivité, ni au nombre d'étudiants concernés. De plus, même si certains dispositifs se retrouvent quasiment dans toutes les collectivités (comme les journées d'accueils pour les étudiants primo-arrivants), la plupart des dispositifs sont propres à une collectivité.

Ce constat témoigne d'une adaptation des politiques au territoire. Néanmoins, il existe un risque d'accroissement des inégalités entre les étudiants sur le territoire national qu'il ne faut pas négliger.

Les communes, parce qu'elles sont des échelons de proximité, apparaissent comme légitimes pour intervenir dans le champ de la vie étudiante. Cependant, deux problèmes apparaissent : la visibilité de leurs actions et la coordination avec les autres acteurs de la vie étudiante.

Les communes et les intercommunalités ne sont pas les seules actrices dans le champ de la vie étudiante, et elles n'ont pas vocation à remplacer les autres intervenants. Néanmoins, de part leur expertise du territoire et leurs compétences (accès à la culture et au sport, animation de la cité, information aux populations, soutien aux associations...), ne pourraient-elles pas revendiquer à l'avenir un rôle de coordinatrice de toutes les actions extra-universitaires d'accompagnement à la réussite de l'étudiant ?

Plusieurs pistes peuvent être développées afin d'améliorer la visibilité de l'action des villes et des communautés, et la coordination entre les différents acteurs de la vie étudiante :

- La mise en place d'une journée ou d'une semaine des étudiants qui se déroulerait chaque année à la même date, à un niveau national, serait l'occasion pour les villes d'organiser des événements d'accueil plus conséquents et plus visibles.
- La mise en place de schémas locaux de la vie étudiante à l'échelle métropolitaine apparaît comme une manière de réunir tous les acteurs d'un territoire et de mener des politiques plus efficaces, en évitant les doublons et en favorisant la mutualisation des dispositifs qui ont pu prouver leur efficacité.
- L'harmonisation des politiques de logement, des politiques culturelles (Pass Culture) et sportives à un niveau national est un objectif vers lequel il faudrait tendre.

Bibliographie

BACQUE Marie-Hélène, REY Henri, SINTOMER Yves, (dir.), 2005, *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, p.25

BELGHITH Feres, VERLEY Elise, VOURE'H Ronan, ZILLONIZ Sandra, *La vie étudiante – Repères*, Observatoire de la vie étudiante, Paris, Repères, janvier 2011, 24 pages.

DOMERGUE Jean-Paul, MANIFET Christelle, et RIO François, 2007, *Vie Etudiante et Territoires, Etat des savoirs : Rapport Final*, CNOUS, OVE, 87 pages.

FILATRE Daniel et TRICOIRE Aurélie, 2004, *Analyse de la structuration territoriale des établissements d'Enseignement Supérieur en France Métropolitaine*, DATAR, Paris, juin.

FORZY Loïcka, JANNOT Jessica et MICOUT Véronique, 2009, *Rapport d'Etudes : La vie étudiante, enjeux, pratiques et recommandations*, Conférence des présidents d'université et Caisse des Dépôts

HOUZEL Guillaume et KUNIAN Florence, 2009, *Politiques de vie étudiante des universités, Observatoire nationale de la Vie Etudiante*, La Documentation Française, collection « Panorama des Savoirs »

Annexes

Questionnaire auprès des services administratifs

- Nom de la Ville / ou l'intercommunalité :

Nombre d'habitants :

Nombre d'étudiants :

- Nom de l'intercommunalité d'appartenance :

- Académie :

- Type d'enseignement supérieur (les énumérer) :

☐ Universités :

☐ Grandes Ecoles :

☐ IUT :

☐ CPGE :

☐ Lycées à BTS :

☐ Ecoles professionnelles :

☐ Ecoles paramédicales et sociales :

☐ Autre : précisez :

1. Y a-t-il un élu dans votre commune/dans votre intercommunalité:

☐ Jeunesse ☐ Vie étudiante ☐ Enseignement supérieur/Recherche

2. De quel budget la délégation jeunesse, vie étudiante ou ESR dispose-t-elle ?

3. S'ils ont été définis, quels sont les objectifs principaux poursuivis par votre politique de vie étudiante ? (réponses à détailler) :

☐ Améliorer les conditions de vie des étudiants sur le territoire

Détailler :

☐ Ouvrir l'université sur le reste de la ville

Détailler :

☐ Rendre plus attractif le territoire

Détailler :

☐ Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur au plus grand nombre

Détailler :

☐ Susciter l'intérêt économique grâce à la présence des étudiants

Détailler :

☐ Autre : précisez

4. Quels sont les services ou manifestations dans lesquelles votre collectivité est partie prenante, dans les domaines suivants :

- ☐ Accueil (accueil des étudiants handicapés et étrangers notamment)
- ☐ Information et orientation des étudiants
- ☐ Logement
- ☐ Restauration
- ☐ Transports
- ☐ Animation : culture, sports, vie nocturne, festivités...
- ☐ Appui pédagogique aux étudiants (tutorat, prêt de matériel, accès aux bibliothèques, médiathèque...) et réduction de la fracture numérique
- ☐ Santé et social : aide spécifique pour les étudiants en grande difficulté, prévention des risques (bizutage, alcool...)
- ☐ Mobilité internationale
- ☐ Citoyenneté, soutien aux engagements bénévoles
- ☐ Insertion professionnelle

5. Dans le champ de la vie étudiante, avez-vous des partenariats avec :

- ☐ Université ☐ Grandes Ecoles ☐ CROUS ☐ Conseil Régional
- ☐ Entreprises privées (*détailler*) :
- ☐ Autres collectivités locales (*détailler*) :
- ☐ Autres (*détailler*) :

6. Afin de communiquer auprès de vos étudiants, avez-vous mis en place :

- ☐ Un site Internet ou un blog dédié ☐ Une rubrique sur le site Internet de la ville
- ☐ Une page sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...)
- ☐ Une application Smartphone ☐ Un système de SMS automatiques
- ☐ Un guide d'accueil version papier ☐ Forum, journées d'accueil
- ☐ Distribution d'objets promotionnels lors des rentrées
- ☐ Autres : précisez

7. Quelle(s) action(s) de communication fonctionne le mieux ?

8. Quelle(s) action(s) de communication fonctionne le moins bien ?

9. Pouvez-vous détailler les différentes actions et les différents projets que vous mettez en place dans le champ de la vie étudiante ? (journées d'accueil, prestations sociales spécifiques pour les étudiants, mise en place d'un conseil de la vie étudiante, etc.)

Nom de l'action 1 :	
Objectifs poursuivis	
Etat d'avancement du projet	
Prestataires	
Partenaires	
Budget total du dispositif	
Budget engagé par votre collectivité	
Nombre d'étudiants touchés	
Points positifs du dispositif	

Limites du dispositif	
Projets/perspectives	

Nom de l'action 2 :	
Objectifs poursuivis	
Etat d'avancement du projet	
Prestataires	
Partenaires	
Budget total du dispositif	
Budget engagé par votre collectivité	
Nombre d'étudiants touchés	
Points positifs du dispositif	
Limites du dispositif	
Projets/perspectives	

Nom de l'action 3 :	
Objectifs poursuivis	

Etat d'avancement du projet	
Prestataires	
Partenaires	
Budget total du dispositif	
Budget engagé par votre collectivité	
Nombre d'étudiants touchés	
Points positifs du dispositif	
Limites du dispositif	
Projets/perspectives	

10. Serait-il possible d'avoir un entretien avec l' élu ou les élus en charge de la délégation jeunesse, vie étudiante ou enseignement supérieur ?

☐

Oui

☐

Non

11. Qui pouvons-nous contacter ?

Nom :

Prénom :

Fonction :

Numéro de téléphone :

Adresse mail :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Numéro de téléphone :

Adresse mail :

Trame d'entretien qualitatif auprès des élus du panel

1. Racontez-moi comment vous êtes arrivé à la délégation « vie étudiante »... (questions éventuelles pour approfondir : cette délégation existe depuis combien de temps ? vous avez été élu à une autre délégation avant celle-ci ?)
2. Quels sont les besoins particuliers des étudiants dans la ville de X ? Quelles sont les priorités de la politique de vie étudiante dans votre collectivité ? Pourquoi pensez-vous que ces problématiques sont particulièrement importantes ?
3. Quels projets avez-vous mis en place depuis votre arrivée ? Y a-t-il des projets qui avaient été mis en place avant votre arrivée ? (questions complémentaires éventuelles : comment ça marche ces projets ? Quel est l'impact ? Ces projets sont montés en partenariat ? Comment ça se passe avec eux, vous êtes satisfait de ces partenariats ?)
4. Quels sont vos projets pour l'avenir concernant la vie étudiante ?